

ER
-79

ATT

**prêtres
et
laïcs**

FÉVRIER 1973
VOL. XXIII

2

DOSSIER

**La socialisation
et le socialisme**

prêtres et laïcs

REVUE DE PASTORALE POUR LE MONDE OUVRIER

Comité de rédaction

Jacques Lemay, o.m.i., directeur
Hubert Coutu (J.O.C.), Lorenzo Lortie (M.T.C.)
Claude Lefebvre (C.P.M.O.)
Paul-Emile Charland, o.m.i., secrétaire à la rédaction

Relations extérieures

Mlle Claudette Côté

Abonnement: \$5.00 pour un an; \$9.00 pour deux ans; \$0.75 le numéro

Adresse: 1201, rue Visitation, Montréal 133, Qué. Canada
Téléphone: (514) 524-1188

Courrier de la deuxième classe — Enregistrement n° 0220.
"Frais de port garantis si non-livrable".

Imprimerie Notre-Dame (O.M.I.), Richelieu, Qué.

ÉDITORIAL

- Le socialisme, un épouvantail *Prêtres et Laïcs* 66

DOSSIER

- Le socialisme, c'est quoi? *Louis O'Neill* 69

- Un socialisme à la québécoise *Jean-Paul Asselin* 72

- Socialisme de porte à porte: un sondage
Jean-Marc Lebeau 75

- Homme nouveau, société neuve
Le Mouvement des Travailleurs Chrétiens 79

UN DIAGNOSTIC DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE

- Les messages de la Fête du travail
Paul-Emile Charland 85

- Feuillet-participation: le socialisme et nous
Prêtres et Laïcs 95

- L'animation sociale: objectifs et stratégies
Jocelyne Valois 103

- De la pauvreté à la justice *René Boudreault* 110

- Pour une liberté libérée *Guy Paiement, s.j.* 115

- Syndicalisme, coopératisme et socialisme *Pierre Jauvin* 120

CHRONIQUE DU C.P.M.O.

- C'est bientôt qu'on va se brancher *Claude Lefebvre* 123

RECENSIONS

- Détruire le système actuel? C'est à y penser 125

Le socialisme, un épouvantail

La peur est mauvaise conseillère. C'est un dicton vieux comme le monde, mais la sagesse qu'il exprime est à apprendre de nouveau tous les jours. Le socialisme est un de ces épouvantails que l'on continue de brandir devant la face des gens simples. On n'a qu'à se rappeler, non loin de nous, les dernières campagnes électorales. De vieux clichés du temps de Duplessis continuent de hanter l'esprit de beaucoup de nos concitoyens, et certains se font forts de les alimenter avec de nouvelles "preuves".

Un sondage sur le contenu du socialisme révélerait bien des craintes, conscientes ou inconscientes, que suscite chez-nous ce seul mot. Un simple exemple nous en dit long. Lors du dernier congrès national de la J.O.C., les jeunes travailleurs venaient de faire l'analyse des problèmes économiques et politiques, des solutions proposées et des luttes entreprises; quelqu'un prit alors conscience que c'était le socialisme que l'on préparait ainsi. Vive réaction dans le groupe: "Nous sommes prêts à continuer la lutte, mais on veut rien savoir du socialisme!"

Dans un sens, cette réaction est saine, et on la rencontre chez plusieurs groupes de travailleurs: ils sont prêts à se battre pour la "chose", mais le "mot" leur fait peur, avec tout ce qu'il charrie d'images extérieures. Saine, parce qu'ils veulent bâtir un socialisme à la québécoise et non pas l'emprunter à un autre pays, à une autre situation.

Il serait sans doute instructif de connaître l'origine de ces peurs, l'intérêt de ceux qui les entretiennent. Instructif, et aussi thérapeutique car ce serait un moyen de les apprivoiser. Pour sa part, l'Eglise n'y a pas été absente à un moment donné de l'histoire. Mais revenir sur le passé si c'est pour le dénigrer, cela n'avance à rien car c'est un signe d'immaturité. Depuis quelques années la position de l'Eglise à l'égard du socialisme a grandement évolué, non seulement chez les évêques de plusieurs pays, mais également de la part du Pape. La lettre de Paul VI au cardinal Roy en fait foi.

Dans plusieurs pays du monde, en France et au Chili notamment, des militants ouvriers chrétiens ont fait option pour le socialisme. On lira à ce sujet dans le dossier, la réflexion du Mouvement des Travailleurs Chrétiens. Rien ne s'y oppose au nom de leur foi au Christ et à l'Eglise; au contraire, l'Évangile les provoque dans cet engagement. Ce qu'ils veulent, toutefois, c'est de rester lucides pour que soient sauvegardées les valeurs inaliénables de la personne humaine.

Au Québec, l'option socialiste fait lentement son chemin. Notre socialisme n'est pas pour demain, "ce sera long, longtemps" écrit ici Jean-Marc Lebeau après avoir sondé la mentalité populaire dans le porte à porte de la dernière campagne électorale. Si les idées vont dans le sens du socialisme, le cœur et le gousset sont encore fortement capitalistes et individualistes. Il y a heureusement les mouvements populaires de solidarité qui, lentement, transforment la mentalité et forment de nouveaux militants.

Nous sommes en train de récupérer une création québécoise qui était sur le point de nous échapper: le Mouvement coopératif. Dans ses intentions premières, il voulait être un moyen de défense des travailleurs québécois. Né de la solidarité des petits, le mouvement Desjardins pouvait devenir chez-nous le germe d'un socialisme autochtone. Mais il s'est intégré au système capitaliste, même s'il a réussi à pousser ce dernier à certains accommodements. Nous assistons aujourd'hui à un début de contestation des Caisses populaires, trahies par leur succès.

L'esprit coopératif n'a pas suffisamment été entretenu par les institutions coopératives. On assiste donc à de nouveaux départs: la Caisse d'économie des travailleurs réunis du Québec, les comptoirs d'alimentation et, avec beaucoup de peine, des coopératives de production. A travers ces réalisations pas toujours spectaculaires, c'est une mentalité nouvelle qui fait son chemin, l'expérience de valeurs nouvelles, l'apprentissage de l'autogestion.

Le socialisme a des racines au Québec, il répond à des aspirations qui datent de loin. Il ne faut pas grand chose pour le réveiller: la fermeture d'une usine à Cabano ou au Témiscamingue, la prise en charge d'une clinique populaire, la solidarité autour d'un projet de coopérative, etc. C'est à partir de ces racines que peut grandir et se développer un socialisme québécois. Si nous avons encore peur du mot, regardons la réalité qui se vit, elle est capable de susciter un projet de société différent de celui que nous avons.

PRÊTRES ET LAÏCS

Aujourd'hui des chrétiens sont attirés par les courants socialistes et leurs évolutions diverses. Ils cherchent à y reconnaître un certain nombre d'aspirations qu'ils portent en eux-mêmes au nom de leur foi. Ils se sentent insérés dans ce courant historique et veulent y mener une action. Or, selon les continents et les cultures, ce courant historique prend des formes différentes sous un même vocable, même s'il a été et demeure, en bien des cas, inspiré par des idéologies incompatibles avec la foi. Un discernement attentif s'impose.

Paul VI

Pour un pasteur, il n'est donc plus question d'interdire l'accès au socialisme, mais d'aider les chrétiens socialistes à réfléchir leur engagement.

Le socialisme, c'est quoi?

LOUIS O'NEILL
Université Laval

“Moi, vous savez, je suis patron. Pourtant, je suis socialiste. Je veux la justice pour tout le monde.”

Cette remarque d'un homme d'affaires révèle une difficulté: celle qui surgit quand on essaie de cerner le mot **socialisme**. S'il fallait qu'on appelle socialistes tous ceux qui sont favorables à une plus grande justice sociale, il resterait bien peu de capitalistes!

Ce que souligne d'autre part une telle remarque, c'est l'imprégnation morale, voire spirituelle, du mot **socialisme**. Le socialisme est né d'un refus d'une société inhumaine engendrée par le capitalisme, du rejet de l'exploitation de l'homme par l'homme, d'une aspiration à la justice et à la dignité. Avant de devenir une théorie et de donner naissance à des systèmes et à des courants historiques, il a d'abord véhiculé un état d'âme, une mentalité. Celle d'hommes sensibilisés à la dimension communautaire de la vie sociale, soucieux de favoriser une montée humaine où les petites gens auraient leur place au soleil, désireux d'incarner dans la réalité les exigences de justice que certains se contentent de proclamer verbalement, confiants, grâce à la science, au travail et à un vouloir collectif, d'aménager une cité humaine plus harmonieuse.

Le mot connote un rêve, celui d'un monde où les valeurs humaines l'emportent sur le seul profit, ou l'activité économique humanise au lieu d'asservir, où le règne du plus fort n'est plus le critère de l'ordre social. Un rêve qui se nourrit d'un humus évangélique, même si ceux qui l'ont propagé n'en n'avaient souvent pas conscience, au point même de se poser parfois en adversaires de la foi chrétienne. Accusé d'être matérialiste, le socialisme fut souvent

porteur d'une inquiétude spirituelle qu'on ne trouve pas dans le capitalisme exploiteur et brutal, qui compense son inhumanité foncière par un droit de vivre accordé au monde religieux, un monde dont le potentiel évangélique le rend néanmoins méfiant.

Le mot **socialisme** désigne aussi des théories, des systèmes, des expériences historiques, dont certaines furent positives et d'autres furent des faillites. On distingue, par exemple, le socialisme utopique (ou romantique) d'un Robert Owen, d'un Fourier, d'un Saint-Simon. Ce sont des constructions à priori d'un modèle social dont les rares tentatives de concrétisation se sont soldées par un échec.

Le socialisme dit réformiste (ou encore démocratique) alimente un autre courant historique. On croit à la possibilité de transformer le système par l'intérieur, tantôt au moyen de réformes de caractère restreint, tantôt par des réformes en profondeur. On considère la démocratie parlementaire comme un gain historique qu'il faut sauvegarder. On cherche à évoluer progressivement de la démocratie formelle vers la démocratie sociale et économique. Ce courant offre un large éventail de réalisations: socialisme suédois, britannique, français, italien, israélien, zambien, tanzanien, indien, etc.

Le socialisme marxiste mérite une place à part. Enraciné dans une idéologie bien spécifique, il revendique le titre de socialisme scientifique. Rejetant en bloc la société capitaliste et ses contradictions, il propose un modèle radicalement différent, où le citoyen-travailleur devient la composante sociale dominante. La seule démocratie qu'il reconnaisse en théorie (car en pratique, il se révèle capable de compromis) est celle de la collectivité rapatriant le pouvoir aliéné par les possesseurs des moyens de production. En fait, l'expression **démocratie populaire** comporte une utilisation ambiguë du terme **démocratie**, tel que nous l'employons habituellement.

Le marxisme a influencé, à divers degrés, d'autres courants socialistes. Il offre des outils d'analyse de la réalité que les non-marxistes utilisent avec profit. Son influence déborde largement les milieux qui se réclament de lui. Son apport historique est énorme. Pensons par exemple à la puissance du bloc soviétique, à la révolution chinoise, à la tentative de socialisme démocratique entreprise par le gouvernement Allende au Chili, etc.

La diversité des expériences historiques inspirées du marxisme ne s'explique pas seulement par des divergences idéologiques, mais

aussi par des facteurs géographiques, humains, culturels. Il est certain, par exemple, que le stalinisme a donné au socialisme soviétique une image de dureté qui n'émerge pas de la théorie marxiste comme telle. En revanche, il est possible que, n'eût été l'intervention impérialiste de l'URSS, la Tchécoslovaquie aurait pu incarner un modèle de socialisme démocratique inédit. Nul doute enfin que la manie de la répression et la bureaucratie lourde des régimes communistes diminuent l'attrait que le marxisme exerce sur les socialistes appartenant à d'autres écoles de pensée.

Le rêve de construire une société socialiste engendre actuellement une grande attirance auprès des esprits réformistes qui estiment que le monde capitaliste requiert des transformations profondes. Au Québec, l'option socialiste semble gagner du terrain. Il est souhaitable néanmoins que cette attirance n'atrophie pas le sens critique qu'il importe d'exercer à l'égard de modèles en provenance d'autres pays et marqués par d'autres traditions et d'autres cultures. Car ce qui compte, en ultime instance, ce n'est pas l'idéologie ou le système, ce sont les hommes, leurs aspirations, les valeurs essentielles à toute montée humaine authentique. Le socialisme québécois est à inventer.

DOSSIER

Nos syndicats ouvriers et le socialisme

- Où va le syndicalisme québécois?
- Un socialisme démocratique à inventer
- L'option socialiste
- Les partis populaires

Mars 1972, Prix: 0.75

Un socialisme à la québécoise

Jean-Paul ASSELIN

Aumônier J.O.C., Québec

On sait maintenant qu'il y a plusieurs "socialismes". La grande querelle qui affronte le socialisme chinois au socialisme russe met également en relief le socialisme cubain, le socialisme yougoslave.

Le socialisme, par exemple, veut remettre entre les mains de la population la propriété des usines et des autres moyens de production et ainsi abolir le capitalisme, c'est-à-dire l'accumulation excessive d'argent entre les mains de quelques uns qui exploitent la masse des gens. Mais une fois cela fait, on peut réaliser le socialisme de plusieurs façons. Par exemple, conserver un gouvernement central très fort (Russie) ou bien décentraliser au maximum (Yougoslavie); on peut permettre l'épargne privée, à saveur égoïste et néo-capitaliste (Russie) ou s'opposer définitivement à toute idée de possession individuelle (abolir le *mon, ma, moi*: Chine). On peut viser le pouvoir politique par la violence (socialisme vietnamien) ou par le jeu des votes démocratiques (Chili).

La question du congrès¹ était donc: "Que sera le socialisme québécois? Par quels objectifs provisoires allons-nous viser le renversement du capitalisme qui mène ouvertement le Québec surtout depuis la première guerre mondiale (1914-18)?" On a tour à tour examiné d'abord "grosso modo" les problèmes du Québec, les forces qui agissent dans les coulisses de l'actualité, les solidarités que ces problèmes provoquent. Ensuite le congrès s'est arrêté à réfléchir à ce qui arriverait à l'économie du Québec, le sort dévolu aux entreprises privées (vg. Bell Téléphone), aux entreprises d'Etat (Hydro-Québec), aux entre-

¹ Le 6^e Congrès des Affaires québécoises: "*Pour préparer un socialisme d'ici*", 1972.

prises coopératives (le Mouvement Desjardins, Caisses Populaires, etc.).

Le dernier jour, ce furent des remises en question fondamentales du rôle de l'École actuelle qui produit sans arrêt des québécois sous-développés, consommateurs dociles; quel serait son rôle dans le départ d'une évolution socialiste? Puis enfin, des séances collectives de rêverie sur l'environnement, l'urbanisme et l'habitation dans la Patrie Socialiste Québécoise, ont terminé les trois jours de recherche.

Deux films encadraient la session: "*Tranquillement pas vite*", au début. A force d'images choquantes et de suggestions, on conviait le québécois pétri de religion à distinguer l'essentiel de l'accessoire. A la fin de la session: "*Il faut aller parmi le monde pour le savoir*". Ce film laissait dans la tête une question que le F.L.Q. a bien posée à la conscience morale des Québécois: "Oui ou non, la découverte de notre dignité d'homme se fera-t-elle dans une affirmation brutale des dynamisme endormis des Québécois?" Ou encore, en d'autres mots peut-être: "Jusqu'où un socialisme instauré avec brusquerie est-il la seule voie de salut et d'épanouissement pour 6,000,000 de québécois noyés dans 220,000,000 d'anglais?"

Mais le thème "*Socialisme d'ici*" reflète bien la pensée des participants: on veut que notre socialisme soit original, efficace au plus tôt, car on est sur le point de disparaître dans le grand tout nord-américain.

Comme dans le Parti Québécois une ambiguïté n'est pas dissipée, l'apparition d'un parti socialiste ouvrier ne serait-elle pas la minute de vérité, la séance de confession publique où seraient enfin précisées les solidarités chez les classes sociales intermédiaires, techniciens, fonctionnaires, etc. Une victoire Péquiste aux élections mènerait-elle vraiment les ouvriers au pouvoir, à plus de pouvoir? Le doute subsiste. D'ailleurs, l'aventure Péquiste sera-t-elle vraiment tentée? Le terrorisme économique (qui provoque le chômage partout où il veut) est capable de casser tout mouvement social inquiétant. Alors on voit à l'horizon le soleil jaune orange du socialisme québécois; mais est-ce une aurore ou un crépuscule? on ne le sait pas.

On s'entend à dire que la justice, ici, passera par une démarche collective (lente ou rapide, c'est à voir), où les Québécois se serreront la ceinture eux-mêmes (depuis deux ans les capitalistes nous l'ont serrée un peu). Et prenant les besoins des plus démunis pour guide

dans les étapes d'un Plan économique de développement intégral, on s'attaquera à la tâche de vivre selon nos moyens dans le cadre d'une Amérique du Nord qui nous respectera plus qu'aujourd'hui.

A moins bien sûr, — tout est possible — que faute d'énergie morale et de courage physique et intellectuel, trahis par nos éléments les plus dynamiques, nous prenions le parti d'écraser sous les sarcasmes ou l'indifférence la poignée de Québécois qui proposent naïvement un avenir exigeant mais conforme à la dignité humaine. Un peuple peut toujours vendre son âme, même pour une caisse de bière. Les Québécois savent-ils ce qu'ils veulent?

Pour secouer notre tradition de paresse bonne-ententiste et de routine rurale, l'avènement d'une guerrilla armée au Québec est une possibilité que l'Irlande du Nord nous rappelle. On attend tous quelque chose de neuf au Québec. L'instinct nous avertit que l'on ne peut plus respirer le chômage et le mépris de nos droits ethniques sans en mourir à la longue.

La session sur le Socialisme peut amener à penser qu'une réaction armée n'est pas un cauchemar irréalisable, impensable et tout à fait impopulaire. Le soulèvement des Patriotes de 1837-1838 par la violence, est une leçon d'histoire qui peut légitimer encore bien des réveils sociaux et nationalistes, et cela s'est produit dans notre Amérique du Nord.

On ne veut pas la violence au Québec? Si on ne fait rien de plus rapide que ce qu'on fait déjà, on lui prépare le terrain le plus propice qui soit.

C'est par la violence armée que le socialisme a gagné le pouvoir dans la majorité des populations sous régime socialiste, et il se peut qu'un jour trop de Québécois soient lassés des paroles et des parlementages. Une guerre commence par un coup de fusil. L'avenir socialiste du Québec, version québécoise, a peut-être déjà vécu ce premier coup de fusil en octobre '70.

Juin 1972

Socialisme de porte à porte

JEAN-MARC LEBEAU
*Mouvement des
Travailleurs Chrétiens*

Mon propos n'est pas de faire l'analyse de la dernière élection fédérale. Être candidat à une élection offre un point d'observation privilégié.¹ Ce qui permet de donner la "température socialiste" d'un comté: celui de St-Jean. Cette température n'est pas celle qu'indique le résultat du vote, c'est celle amassée, morceau par morceau, lors "du porte à porte", de "rencontres de cuisine", de rencontres avec des groupes syndicaux et à l'occasion d'une multitude de contacts.

J'ai d'abord retrouvé un peuple ouvrier fatigué et inquiet.

Le samedi après midi un grand nombre d'ouvriers dorment sur le sofa. Ça s'explique. "Avec mon \$92.00 par semaine, quatre enfants dont une au CEGEP, je fais du taxi le soir".

"Je travaille sur la maintenance pour la commission scolaire. Le soir sur semaine, j'attrape des "side line": réparation de maison, etc".

"Tandis qu'il nous font faire de "l'overtime", ... faut pas manquer ça. Après ils vont en "lay-offer" une vingtaine. Tu vois comme c'est mal arrangé. J'comprends pas comment "ils" marchent leurs affaires".

"C'est le gros "rush" à la conserverie. Après... avec le nombre de chômeurs... c'est loin d'être sûr que je trouverai quelque chose pour l'hiver".

"Depuis 7, 8 ans... je ne sais pas combien j'ai eu de jobs. L'an passé j'ai chômé trois mois. Où je travaille, c'est supposé que je sois régulier à compter de décembre. C'est risqué... parce que ils préfèrent prendre des nouveaux. Ça coûte moins cher."

¹ Jean-Marc a fait la dernière campagne électorale comme candidat du *Nouveau Parti Démocratique* dans le comté fédéral de St-Jean.

Pendant ce temps des leaders politiques parlaient des paresseux ou des parasites qui spoliaient la caisse d'assurance-chômage!!!

Sauf erreur, personne ne m'a parlé des positions des centrales syndicales.

"Ne comptons que sur nos propres moyens", les résolutions des congrès, etc., ne semblent pas rejoindre les syndiqués dans leurs préoccupations. Les militants du "front commun" étaient un peu désespérés de voir la masse des syndiqués retourner dans l'indifférence. Ceux-ci, manifestaient encore une fierté de leur exploit: la grève générale. Sans l'exprimer clairement, ils attendaient des nouvelles précises sur les négociations ou sur la rédaction du décret.

En gros la préoccupation des syndiqués était moins le socialisme que plus de sécurité d'emploi, des salaires viables, etc. Ils ne voient pas trop comment ils peuvent participer à la construction d'un socialisme. A leurs yeux c'était moi qui organiserait le socialisme pour eux. Pour moi je ne pouvais rien faire sans eux. Le socialisme leur apparaissait comme "un parti politique" qui allait baisser les impôts, etc. Mais le changement profond des structures et des mentalités...?

Il est pénible de constater comment le capitalisme a individualisé les aspirations, isolé les personnes, renfermé le monde dans un système de valeurs où la principale et l'unique est l'argent. "Qu'est-ce que tu as de mieux que les autres à nous offrir?" Pourtant dans la vie quotidienne plusieurs posent des gestes et des actions collectives. L'avancée du socialisme ne s'appuie pas assez là-dessus. Sans nuance, on pourrait dire que les gros canons du socialisme ne sont pas compris. Ceux qui vivent dans une perspective de changement ne sont pas écoutés.

La peur existe encore.

Pour plusieurs il y a la peur du socialisme et pour d'autres la crainte de s'identifier à un parti politique.

"Votre affaire... ça ne serait pas quelque chose comme à Cuba?" "Vous ne le dites pas, mais une fois au pouvoir!!!" "Je vais voter pour, mais je sais que vous ne gagnerez pas. Les socialistes nous enlèveraient nos maisons". Même si cette sorte de crainte est moins apparante, elle existe toujours.

L'autre crainte est celle de s'identifier à un groupe politique. "Je suis employé municipal. Même si on a un syndicat... tu sais un gars qui s'avance dans la politique, on finit toujours par lui faire du trouble". "Comme employé de l'Hydro-Québec, je n'ai pas le droit de m'afficher". "Je travaille pour mon frère qui a un commerce... ça pourrait lui nuire".

Un type m'avait reproché, lors d'une rencontre, le manque de radicalisme dans notre programme. "Ce ne sont que des réformattes. Ce n'est pas du vrai socialisme". Quelques jours plus tard je lui demande de donner un coup de main pour le porte à porte. Il répond: "Ça m'embête, car tu sais, j'ai un petit commerce en plus de mon emploi. Ça peut nuire".

Un refus incohérent

On remarque un refus sans cohésion chez bien des personnes ou des groupes. On commence à mettre en doute, morceau par morceau, le système capitaliste. L'organisation du travail, le double emploi pour arriver à vivre, le chômage, les brusques fermetures d'usine, les inégalités fiscales, etc., sont autant de points sur lesquels un bon nombre de personnes s'interrogent et cherchent des possibilités de changements profonds.

Cette recherche pour certains est trop théorique... pour d'autres elle est trop isolée.

Pour d'autres, ce refus sans cohésion les pousse à chercher un magicien ou un sauveur qui règlera tous les problèmes à leur place. Fatigués et inquiets par de longues années de travail, forcés d'inventer des solutions au jour le jour pour vivre, informés trop théoriquement ou globalement sur des événements qui les concernent directement, publicisés par les valeurs d'un système économique, forcés de sauver leur pain quotidien, les travailleurs arrivent difficilement à ramasser leurs motivations de fond et les énergies qui leur restent. Ainsi devant un paysage politique brouillé et un jeu économique au-dessus de leur tête, les travailleurs veulent simplifier et sont attirés par le "sauveur" qui règlera tout à leur place.

Une nouvelle race de militants

Une nouvelle race de militants, souvent en lien avec les vieux routiers, se forge dans différents organismes. Le syndicalisme continue à

fabriquer d'authentiques militants. Trop souvent accaparés par des questions immédiates, ils ne peuvent, avec regret, faire plus. Dans les groupes populaires des questions de fond se posent. On en arrive à questionner les valeurs de la société actuelle. J'ai rencontré plusieurs de ces militants. Parfois dans une action humble ils touchent des motivations vraies. "Ce qui m'intéresse ce ne sont pas les millions de la caisse populaire... c'est ce que nous faisons de cet argent".

"La municipalité fait un déficit pour envoyer nos égoûts dans la rivière... pourquoi elle refuse de payer pour un centre communautaire? C'est important que l'on se rencontre entre citoyens".

"Ce n'est pas une question d'argent seulement... c'est d'être traité comme du monde".

Le "front commun" même s'il semble essouffé et malgré les récentes divisions, a généré dans son action des dizaines de nouveaux militants qui commencent à se faire valoir.

Ce sera long, longtemps.

Les travailleurs n'ont jamais opté pour le capitalisme. Ils s'y sont intégrés malgré eux. Le socialisme démocratique ne peut, au risque de se trahir, s'implanter sans une option des travailleurs. Se sortir d'une mentalité et de longues habitudes capitalistes pour se forger ensemble une mentalité et des habitudes socialistes exigera des efforts et une redécouverte des valeurs qui motivent.

La volonté de bâtir une société différente vient de l'histoire du monde ouvrier et des constatations que le capitalisme ne correspond pas aux véritables aspirations des hommes. (Ce n'est pas mon propos de démontrer le refus du capitalisme).

L'intention est de bâtir une société neuve où la fraternité, la dignité, le respect, la vérité, la solidarité, le partage, la liberté, le développement intégral des hommes remplaceront la méfiance, la frustration, la domination, le mensonge, l'isolement, la concurrence, la recherche du profit en soi, la peur et le refoulement de la majorité des hommes en dehors des centres où se décident leur vie.

Cette prise de conscience, ces changements à faire ensemble, cette longue marche démocratique avec les tâtonnements, les reculs, les contradictions, exigent le risque de se faire confiance.

Homme nouveau

Société neuve

LE MOUVEMENT DES
TRAVAILLEURS CHRÉTIENS

Un refus
positif

Des milliers de militants ouvriers, par une longue marche et de multiples cheminements, arrivent à rejeter *les façons de faire, les habitudes, les routines du système capitaliste*. Une bonne partie, par leur longue expérience concrète de vie ouvrière, rejette le système capitaliste. *L'expansion du mouvement ouvrier, la conscience politique qui se développe, la foi dans l'homme et sa dignité, etc, font qu'une société nouvelle se bâtit par des hommes nouveaux.*

Des militants ouvriers chrétiens, se réclamant de l'Évangile, sont profondément insérés dans ce courant de changement profond de la société.

Leur espérance, la certitude de Jésus-Christ, leur amour inconditionnel des hommes, la soif de justice, de dignité et de vérité *qui se concrétisent dans un engage-*

Le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (M.T.C.) du Canada est rattaché au Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens (M.M.T.C.). A l'automne de l'année dernière les Conversations internationales du mouvement se sont tenues à Lima, au Pérou. Voici les réflexions des délégués canadiens sur la troisième journée des Conversations où il fut question du socialisme.

ment libérateur: ce sont de multiples signes d'une société nouvelle.

**Voir les
signes d'une
société nou-
velle**

Quand des hommes se *regroupent* dans l'action et retrouvent la profondeur de leur dignité: la société nouvelle se réalise. *Que ce soit par des tâches humbles ou des responsabilités de premiers plans, par notre foi dans l'homme habité par Jésus-Christ, nous y voyons des hommes neufs et une société différente.*

**Une longue
marche**

Dans un quartier populaire, après des années de silence, de fatalisme et d'humiliation, des femmes commencent à parler et revendiquent l'aménagement des terrains du quartier afin d'éviter des accidents à leurs enfants. Ceci est le signe de la "guérison des muets et des paralytiques".

Dans presque tous les pays, même ceux que l'ont dit développés, des initiatives multiples favorisent l'alphabetisation. C'est un signe du partage, de l'épanouissement des talents et aptitudes.

Un peu partout, une variété de groupes coopératifs rassemblent des hommes pour avancer. Ensemble ils reprennent le sens des responsabilités, découvrent leurs possibilités, découvrent comment le système économique les a fait déraiser des endroits de décisions, etc.

L'action syndicale dans les pays où elle est possible, placent les hommes ensemble pour faire avancer la justice, leur dignité, leurs droits.

La multitude d'organisations ouvrières tout en bâtissant une société neuve, questionne les fondements mêmes de la société globale.

Dans plusieurs pays des militants sont engagés à mettre en place des structures sociales, économiques et politiques qui correspondent vraiment aux véritables aspirations de tout l'homme et de tous les hommes. Des structures et une organisation où les hommes seront pleinement responsables d'eux-mêmes.

Socialisme est le nom que l'on donne à cette société nouvelle.

**Option pour
le socialisme**

Dans plusieurs pays, le mouvement ouvrier a opté pour le socialisme démocratique. Deux mouvements affiliés au M.M.T.C. ont aussi publiquement opté pour le socialisme. Cette option vient du caractère inhumain du capitalisme, d'une fidélité au monde ouvrier, à cause de l'échec du réformisme et aussi par fidélité au Message Chrétien et au peuple qui voit dans le socialisme une société plus juste.

Ailleurs ce sont des militants qui ont opté pour le socialisme.

Pour ces militants et ces mouvements, il est nécessaire, à cette étape de développement de leur société, qu'elle se donne un ensemble de moyens, de structures économiques, sociales et politiques pour continuer les efforts de justice, de fraternité, d'égalité, etc. La société nouvelle dans son cheminement, doit se donner une organisation plus globale.

Fidèles aux aspirations profondes des hommes, les militants, dans la construction du socialisme, gardent un esprit critique. Car là aussi nous devons promouvoir les valeurs auxquelles nous tenons. Car là aussi peut se développer la volonté de puissance, l'esprit de domination, l'ambition du pouvoir en soi, l'individualisme collectif, etc.

**Vie quoti-
dienne et
avant-garde
ouvrière**

Des militants ouvriers, par leur expérience, leurs talents et leur long apprentissage de responsabilités de premier plan, se retrouvent à l'avant-garde d'un monde ouvrier.

Par leur fidélité à l'ensemble du monde ouvrier ils savent qu'il ne faut pas donner une valeur absolue aux mots et aux structures. Toujours ils développent un esprit critique fidèle aux aspirations profondes de leurs frères. Continuellement ils donnent des bras et des jambes aux mots et aux idées pour que ceux-ci ne décrochent pas de la vie quotidienne et ne perdent la fraîcheur de vie qu'ils contiennent. *Il faut faire éclater les*

mots pour toujours leur redonner une signification pour tous.

Respectueux de l'ensemble du monde ouvrier, les militants d'avant-garde, sont en contact avec les militants engagés dans des tâches plus humbles. Les militants d'avant-garde se rappellent que c'est un long apprentissage dans l'action qui graduellement les a amenés à découvrir la nécessité d'un changement radical.

La conscientisation est toujours d'actualité. Pour ne pas risquer d'imposer des structures, des habitudes, qui sont l'aboutissement de plusieurs années d'expériences, il faut garder la préoccupation de l'éducation. Aussi se laisser quotidiennement questionner par les ouvriers, les petites réalités, etc. Enfin nous savons que l'éducation n'est pas un dressage. L'accumulation de connaissances techniques et l'accélération ne font pas l'éducation. Il faut toujours commencer par le commencement.

**Le socialisme
n'est pas un
caprice**

Sans oublier que la société nouvelle se fait au jour le jour; le refus du capitalisme et la construction d'un socialisme démocratique ne sont pas des caprices passagers.

La réalité ouvrière, la tradition des luttes ouvrières et les exigences de la justice, de la solidarité, etc, indiquent depuis longtemps au monde ouvrier qu'il doit bâtir une société différente.

Le refus du capitalisme s'impose par les réalités quotidiennes de vie ouvrière. Le refus du capitalisme s'impose davantage par les valeurs humaines et évangéliques auxquelles nous confrontons la réalité.

La vie ouvrière de tous les jours, les situations et les événements nous montrent que le système capitaliste n'est pas compatible avec les aspirations profondes des hommes.

**Les hommes
sacrifiés à
l'argent**

Le travail en fonction du profit ne permet pas à l'homme d'être créateur, de développer son intelligence, son cœur, son imagination et d'être au service des autres.

La société capitaliste de consommation ne répond pas aux vrais besoins des hommes. Elle se développe au bénéfice de l'argent par la publicité, le crédit, etc.

Dans la société capitaliste l'homme domine l'homme, au travail, dans la vie sociale et politique. La masse des gens est éloignée de l'avoir, du savoir et du pouvoir.

Au lieu de rassembler dans la fraternité, le capitalisme isole les hommes, les met en concurrence et juge la réussite sur des critères individuels, par ce que l'on possède et non sur ce que nous sommes.

Que ce soit dans un pays en particulier ou dans l'ensemble du monde, la minorité possède et la majorité se débat dans la pauvreté.

Que l'on examine les causes du chômage, des fermetures d'usines, les règles du commerce international, la domination de pays par d'autres, etc... nous constatons que ce n'est pas le fruit du hasard mais le péché profondément enraciné dans les structures économiques.

C'est la constatation de ces faits et de bien d'autres qui nous pousse à bâtir une société neuve où la fraternité, la dignité, le respect, la vérité, la solidarité, le partage, la liberté, le développement intégral de l'homme remplaceront la méfiance, la frustration, la domination, le mensonge, l'isolement, la concurrence, la recherche du profit en soi, la peur et le refoulement de la majorité des hommes en dehors des centres où se décide leur vie.

Profondément solidaires du monde ouvrier dans lequel ils sont insérés, les militants chrétiens y trouvent le lieu de rencontre de Jésus-Christ vivant au milieu des hommes. C'est là que nous devons être des vrais signes d'Eglise, c'est là que nous trouvons l'occasion joyeuse de révéler l'Évangile et de faire connaître Jésus-Christ.

C'est dans cet esprit que les militants réunis aux conversations internationales de Lima au Pérou *propo-*

**Une espérance
qui dépasse
les espoirs**

sent des pistes d'action et des valeurs à vivre collectivement pour continuer à promouvoir l'homme nouveau qui est et qui fait la société nouvelle.

Les militants savent que les luttes pour continuer à bâtir une société nouvelle ne seront pas faciles. L'histoire ouvrière nous montre qu'ensemble nous sommes dans une longue marche. La société et les structures capitalistes ne tomberont pas d'elles-mêmes.

Nous savons ce que des militants doivent payer pour leurs convictions (emprisonnement, tortures, mort, privation des droits). Nous savons que le système a les moyens de se défendre (moyens de communications, argent, armée, police, récupération par la publicité, etc).

Devant ces obstacles et les efforts à déployer pour bâtir un monde nouveau, les militants ouvriers chrétiens à cette époque historique, doivent *nourrir leur foi dans le Christ et renouveler leur espérance qui dépasse les espoirs.*

Les messages de la Fête du travail

Un diagnostic de la société canadienne

Paul-Emile CHARLAND, o.m.i.

Depuis cinq ans, à l'occasion de la Fête du travail, les évêques du Canada, par la voix de la commission épiscopale d'action sociale, adressent à tous les canadiens un message en rapport avec la situation socio-économique de notre pays. Ces cinq derniers messages ont entre eux une certaine continuité de pensée, bien que les plus récents, comme nous le verrons, marquent plus d'hésitation dans l'analyse et les solutions proposées.

Nous voudrions tenter une exégèse de ces cinq textes pour voir jusqu'où va la pensée officielle de l'Église canadienne sur les problèmes sociaux vécus chez nous.

L'exégèse, ou l'étude d'un texte pour en dégager la pensée d'un auteur, est un art auquel nous ont habitués la science biblique et la psychanalyse. La première cherche principalement à situer le texte dans son contexte historique, le *sitz im leben*, le milieu de vie des auteurs sacrés. La seconde s'attache surtout, à travers les omissions et les incohérences du langage, à retrouver la pensée qui ne peut encore s'exprimer clairement.

A l'aide de ces deux disciplines, nous tenterons de dégager de ces textes l'analyse sociale qu'ils proposent, les valeurs qu'ils défendent et les solutions qu'ils prônent pour la mise en œuvre politique et économique de ces valeurs.

Les thèmes abordés dans ces messages sont les suivants: en 1968, la Pauvreté¹; en 1969, les Nouveaux pouvoirs²; en 1970, la Libération³; en 1971, la Violence⁴; en 1972, le Partage⁵. Situer ces messages dans leur contexte historique nous apportera d'abord un premier éclairage; en cela nous serons fidèles à leur préoccupation qui est de lire les "signes des temps" de manière à dégager le sens chrétien des événements.

LE CONTEXTE HISTORIQUE

L'année 1968 a été celle de la Conférence interconfessionnelle tenue à l'Université de Montréal dont le thème était: "*Conscience chrétienne et pauvreté*". Un événement célèbre et inattendu était venu marquer cette assemblée, ce fut la protestation de certains groupes populaires qui n'étaient pas représentés à une conférence où ils étaient les premiers intéressés. Le texte en fait écho: "Nous oublions si facilement les pauvres! Nous sommes à peine disposés à favoriser leur participation aux décisions qui les concernent" (1968). Participer aux décisions qui les concernent: une expression qui fera les manchettes au cours de cette période.

La naissance de "nouveaux pouvoirs" dans la société, tant civile que religieuse, apparaît comme un "signe des temps". "Ce phénomène d'actualité a retenu notre attention. Nous croyons opportun d'en faire le thème de nos réflexions en cette Fête du travail 1969." C'est l'efflorescence des comités de citoyens, des groupes d'action politique: une

¹ Message à l'occasion de la fête du travail, septembre 1968. *L'Eglise canadienne*: documents et information, octobre 1968, p. 291.

² Les nouveaux pouvoirs. Texte de la Commission épiscopale d'Action sociale, commenté par Jacques Grand'Maison. *Prêtres et Laïcs*, janvier 1970, pp. 10-30.

³ Libération de l'homme contemporain. Message de la Fête du travail 1970, commenté par Louis O'Neill. *Prêtres et Laïcs*, décembre 1970, pp. 565-582.

⁴ Quand les évêques parlent de la violence. Lettre des Evêques canadiens à l'occasion de la fête du travail 1971, commentée par Bernard Favreau. *Prêtres et Laïcs*, octobre 1971, pp. 473-486.

⁵ Le partage. Message des évêques canadiens à l'occasion de la fête du travail, septembre 1972. *L'Eglise canadienne*: documents et information, septembre 1972, p. 195.

année prospère pour l'animation sociale. L'Eglise s'en réjouit comme devant les signes d'un temps nouveau; elle se dit prête à favoriser l'émergence de ces nouveaux pouvoirs. Cependant, on peut dès à présent se poser une question: nos chefs spirituels ont-ils perçu l'objectif dernier de cette volonté de participer au pouvoir?

1970 aura été l'année chaude, avec les événements d'octobre. "Sur tous les continents et dans la plupart des pays, des voix angoissées réclament à grands cris la libération des esclavages modernes qui ont nom:... Ces voix réclament, et de toute urgence, une transformation des mentalités et une réforme des structures" (1970, 1). Le message de cette année portera donc sur la Libération. Il n'est pas téméraire d'y déceler une influence venant de l'Eglise d'Amérique latine et de la déclaration collective des évêques à Medellin (1968), puisqu'on s'y réfère explicitement (1970, 7). Nous touchons, avec ce message de l'Eglise canadienne, le point sensible de la situation sociale. "On doit se réjouir, écrit Louis O'Neill, que la publication de ce manifeste ait eu lieu avant ces événements (octobre). Autrement, on peut se demander si les auteurs du texte, obligés de tenir compte du climat de crainte et de tension créé par ces événements, n'auraient pas alors préféré s'exprimer avec des réserves qui eussent enlevé à leur prise de position son style incisif et courageux"⁶.

Après les manifestations de violence qui eurent lieu au Québec vers la fin de '70 et dont on ressentait encore l'amertume, il était tout indiqué que le message de 1971 portât sur ce thème. Nous rencontrons dans ce message une attitude nouvelle de la part de la commission épiscopale: les évêques ne sont plus les seuls définisseurs de la situation, "une consultation en vue du présent message nous a permis d'entendre des voix nombreuses et diversifiées" (1971, 2). Il y a en effet différents points de vue pour définir la violence: celui qui l'inflige et celui qui la reçoit. Malgré quelques hésitations, quelques distinctions, les auteurs du message prennent parti pour ceux qui souffrent violence: "Les chrétiens de chaque communauté locale ont la responsabilité de traduire en actes les appels d'engagement contenus dans le présent message et dans ceux qui ont été consacrés aux "Nouveaux pouvoirs" et à la "Libération" (1971, 21).

⁶ *Prêtres et Laïcs*, décembre 1970, p. 582.

Un partage plus équitable des biens, ce sera le message de 1972, à la veille des élections fédérales. Il ne faut pas se laisser leurrer par l'apparente prospérité du Canada. Le Rapport sénatorial sur la Pauvreté (Croll) révèle des chiffres peu flatteurs pour notre pays. Le message invite, comme il convient, d'abord à un changement de mentalité; mais il rappelle, en continuité avec les messages précédents, que "seule la redistribution du pouvoir par une participation efficace", pourrait conduire à un meilleur partage des richesses. "Des faits récents survenus dans plusieurs régions du pays confirment ce point d'une façon plus marquée: la multiplication des conflits de travail et l'accent nouveau placé sur le fait que la seule amélioration des contrats de travail ne suffit plus." Et le message de conclure: "*C'est tout le système économique et politique qui est remis en cause*" (1972, 8).

Le contexte des messages annuels est bien celui que nous vivons au Canada, et en particulier dans la province de Québec. Ce contexte est aussi marqué par les combats que livrent les travailleurs de l'Amérique latine, du Brésil et du Chili, auquel on fait parfois allusion. Les évêques s'efforcent loyalement d'y découvrir des signes et des appels adressés à notre foi et à notre engagement chrétien. D'une année à l'autre nous trouvons une continuité de pensée dans le sens d'une redistribution des pouvoirs et d'une nécessaire réforme des structures. Mais nous croyons découvrir dans les deux derniers messages, un fléchissement ou tout au moins un temps d'arrêt dans la vigueur de l'analyse et la recherche des solutions. C'est ce que nous allons tenter d'explicitier maintenant.

LE DIAGNOSTIC SOCIAL

Poser un diagnostic consiste à déterminer la gravité d'une maladie, en chercher les causes et trouver les remèdes qui conviennent, sinon la nécessité d'une intervention chirurgicale. Est-ce qu'il revient à l'Eglise de remplir, à l'égard de la société, cette fonction médicale? A quel titre et selon quels critères?

Par solidarité avec les travailleurs. C'est la première affirmation que l'on rencontre au début de cette série de messages. Le diagnostic risque donc d'être partial! Oui, mais d'une partialité qui est une conséquence de notre titre de chrétiens: "notre titre de chrétien sonne faux

si nous n'acceptons pas de partager les angoisses des victimes du chômage, de la discrimination, de la pauvreté sous toutes ses formes, et de vibrer aux aspirations de ceux qui espèrent la réalisation d'une juste société" (1968, 1).

Le premier message constate que la situation est grave: "Le scandale de la pauvreté et de l'injustice dans le monde est flagrant" (1968, 2). Les causes en sont d'ordre collectif: "Nous portons tous, collectivement, la responsabilité d'une telle situation" (ibid). Est-ce qu'il y en a qui sont plus responsables que d'autres? Le texte ne le dit pas. Pourquoi cette omission? Il y a pourtant un indice: "Nous sommes à peine disposés à favoriser leur participation aux décisions qui les concernent" (1968,6). Il s'agit donc de la responsabilité de ceux qui ont le pouvoir.

On entrevoit des remèdes qui ont déjà été efficaces: "Dans le passé, les travailleurs canadiens, grâce surtout à leurs mouvements organisés, ont déployé des efforts courageux pour relever les opprimés et les victimes de l'injustice chez nous" (1968, 8). Le malade doit, avant tout, compter sur ses ressources vitales: "Les travailleurs et les pauvres sont certes les premiers responsables de l'amélioration de leur sort" (ibid, 10).

Jusqu'ici le diagnostic nous semble bon. Mais voilà qu'il tourne court quand il prescrit: "mais les employeurs, les organismes sociaux, les pouvoirs publics doivent se joindre à eux pour élaborer une stratégie commune et solidaire dans la guerre à la pauvreté" (ibid, 10). *Il tourne court parce qu'il omet de dévoiler comment ces derniers sont parmi les causes de la maladie; il tourne court également parce qu'il espère que le responsable de la maladie puisse en être le médecin.* La pauvreté n'est pas une maladie contre laquelle on lutte; elle est le résultat d'une lutte entre parties inégales.

Un signe de santé

L'année suivante, le malade prendra de la vigueur, et les évêques reconnaîtront dans ces "nouveaux pouvoirs" un signe des temps, un nouvel espoir. C'est presque de l'euphorie: "Cette émergence des "nouveaux pouvoirs" dans la société moderne marque un réel progrès dans le développement de la société démocratique; elle signifie une redistribution du pouvoir parmi les groupes qui jusqu'ici en étaient dépourvus" (1969, 2). Le diagnostic pêche maintenant par optimisme sur l'état

de santé du patient. Il pêche même par inexactitude, car le pouvoir n'est pas "redistribué", comme si ceux qui le détenaient voulaient bien consentir à en céder une partie. Un pouvoir se conquiert, et presque de haute lutte, par ceux qui jusqu'ici en étaient démunis.

Le malade est maintenant suffisamment fort pour commencer à contester. "De cela il faut se réjouir. Nous acceptons même que ces "nouveaux pouvoirs" se fassent contestataires et deviennent, s'il le faut, des "contre-pouvoirs" pour faire cesser des situations inacceptables" (1969, 12). L'organisme malade doit lutter pour sa guérison. Mais le médecin semble ici être pris en défaut quand il recommande: "Le chrétien doit rechercher, par delà l'affrontement déplorable des pouvoirs qui hélas! fait trop de victimes, à réaliser un monde meilleur où pouvoir et justice coexistent" (1969, 14). Nous trouvons ici, écrit Jacques Grand'Maison, une philosophie politique quelque peu primaire. Que veut dire cette co-existence? Le problème est escamoté. Il s'agit plutôt de voir comment les deux devraient s'articuler⁷. Nous ne sommes pas au bout de nos peines. En effet, nos spiritualités ne savent que faire du conflit et des affrontements inévitables.

La phase critique

Le diagnostic se poursuit l'année suivante. Le malade veut vivre, il aspire maintenant à la liberté. Mais comme dans toute maladie il y a une phase critique, la situation sociale en cette année 1970, est arrivée à un point tournant. "Marqués au coin de l'impatience, ces espoirs ne sauraient être déçus sans risquer de provoquer une amère récolte de violence" (1970, 1). Ici le diagnostic se fait pronostic, que confirmeront, le mois suivant, les événements que nous connaissons.

L'analyse de la situation est, en effet, plus poussée; elle rejoint non plus seulement les personnes mais aussi les structures sociales⁸. Toutes les formes d'oppression relevées par les évêques sont suscitées soit "par l'égoïsme des hommes ou l'inadaptation de leurs institutions"

⁷ *Prêtres et Laïcs*, janvier 1970, p. 27.

⁸ "Si les chrétiens ignorent la dimension structurelle des problèmes humains, ils décevront les hommes qui espèrent une justice meilleure et ainsi contribueront à provoquer une amère récolte de violence". Louis O'Neill, *Prêtres et Laïcs*, décembre 1970, p. 566.

(1970, 1). La solution ne peut donc être purement superficielle, elle requiert "une transformation des mentalités et une réforme des structures" (ibid). Dans un monde où les structures, l'organisation et la socialisation cernent et conditionnent l'activité humaine, on ne peut ignorer, dit Louis O'Neill, l'impact des mécanismes collectifs sur la liberté des personnes et leur épanouissement⁹.

La libération se fera de deux façons, selon la pensée des évêques. D'abord par la participation sociale (1970, 8-11). Ici se trouve le passage-clef de l'ensemble du document: il introduit un nouvel instrument d'analyse sociale, celui de "libération". Le terme de *développement* "met en évidence les aspects humains de la croissance économique", mais "il donne parfois l'impression que le progrès s'opère toujours sans heurt et graduellement. La notion de *libération* vient corriger cette impression; elle remet en cause les mythes confortables des privilégiés; elle fait saisir l'urgence et l'impatience qui caractérisent les attentes des démunis, eux qui se sentent comme pris au piège et veulent une libération immédiate" (1970, 8).

Un réveil à la conscience

À ce stade de la guérison, le malade commence à vouloir se passer des services de son médecin; il est passé par la salle de réveil de la "conscientisation". "Les déshérités sont de plus en plus conscients que la participation est une des clefs de leur libération. Ils se rendent compte que le pouvoir politique doit reposer sur une assise plus large; ils sont convaincus qu'ils doivent avoir voix au chapitre pour arriver un jour à s'épanouir et à jouir des avantages sociaux" (1970, 10). Quels sont maintenant les pronostics sur l'évolution de la guérison? Le rapport prévoit deux phases, dont la première commence à se manifester "heureusement": "Certes, dans sa première phase, le mouvement apparaît négatif, les "sans-pouvoir" se heurtent aux détenteurs des pouvoirs en place et cherchent à démolir les obstacles qui obstruent leur route" (1970, 10). Lorsque surviendra cette phase, comment sera-t-elle traitée?

La seconde phase, celle que l'on pourrait appeler du retour à la vie normale, suppose que le malade soit accepté par l'ensemble de la

⁹ *ibid.* p. 566.

société comme un homme en santé: "La seconde étape de construction devrait se réaliser quand les pouvoirs traditionnels et les promoteurs du "nouveau pouvoir" en arrivent à collaborer aux prises de décision" (ibid). Les événements que nous avons vécus cette année-là n'ont pas confirmé des prévisions optimistes du document. C'est que sans doute la "première phase" n'est pas encore terminée. Les initiateurs et les animateurs des comités de citoyens, de coopératives de consommateurs, des Jeunes canadiens, etc., sont loin d'avoir la preuve que les "pouvoirs en place" apprécient vraiment leur contribution¹⁰.

Le deuxième remède est la libération par un changement de mentalité (1970, 12-14): "La libération exige de chacun un renouveau personnel, tout spécialement de la part des nantis...". L'Eglise est ici dans un domaine qui semble plus naturellement le sien, celui de la conversion des cœurs. Mais la conviction personnelle ne suffit pas pour y parvenir. Pour l'homme appelé à vivre en société, la conversion passe le plus souvent par les structures sociales. "Bien que le salut que Dieu offre à l'homme s'adresse à des personnes, à des individus, il demeure que la poursuite de ce salut s'effectue au sein de structures, de régimes politiques, de systèmes économiques, d'institutions"¹¹. Un changement de mentalité implique une vision nouvelle des besoins des plus démunis, de leurs droits, de leur dignité à respecter et une remise en question des structures qui provoquent la prolifération de groupes humains marginaux, tenus à l'écart du progrès social et économique.

La réaction

Le malade québécois, conscient de ses forces nouvelles, a provoqué un affrontement qui a dégénéré en violence. Quel diagnostic le "médecin" va-t-il porter sur le comportement de son patient: un accès de délire? une présomption de ses forces? une impatience de convalescent? ou un phénomène de rejet par le corps social? Le médecin semble un peu pris au dépourvu: "Les Canadiens s'interrogent de plus en plus sur les manifestations de violence qui ont cours dans le monde, et particulièrement dans notre pays. Nous aussi, nous nous interrogeons..." (1971, 1). L'hésitation à adopter des positions plus précises, face à ce sujet, peut s'expliquer par la quasi-inexistence d'une théologie de la

¹⁰ Louis O'Neill, *Prêtres et Laïcs*, décembre 1970, p. 579.

¹¹ Louis O'Neill, *Prêtre et Laïcs*, décembre 1970, p. 566.

violence¹². Elle peut s'expliquer également par un refus inconscient de reconnaître les véritables causes de l'état du patient; on se réfugie alors dans des considérations générales: "La violence est un phénomène constant dans l'histoire de l'humanité" (1971, 7). "Ces traits de mentalité et de civilisation créent un climat favorable au développement de la violence" (ibid 8).

Le diagnostic marque un temps d'arrêt, les causes de la violence ne sont pas identifiées. Alors on s'évade: "Aux problèmes de violence, qui pourrait prétendre apporter la "bonne réponse"? (1971, 5). L'esprit de l'Évangile doit pourtant inspirer les efforts de libération humaine. Malgré la faiblesse de l'analyse, le rapport continue cependant à encourager les chrétiens à collaborer "à l'animation sociale, à l'organisation des mouvements populaires, à la participation à la vie politique" (1971, 21).

En proposant comme remède l'animation sociale, est-ce qu'on est bien conscient de ses effets primaires et de ses effets secondaires? L'objectif propre de l'animation sociale concorde-t-il avec l'objectif de ceux qui la proposent? "Un engagement lucide suppose une réflexion honnête" (1971, 22). C'est ici qu'un tel prérequis prend toute son importance. S'engager lucidement dans l'animation sociale suppose que l'on soit conscient des objectifs qui nous inspirent et des limites qui nous restreignent, autrement on met en branle un processus que l'on ne peut arrêter en chemin sans qu'il se retourne contre soi. L'animation sociale peut-elle s'arrêter sans avoir transformé radicalement les structures de la société? (On lira plus loin l'article de Jocelyne Valois: l'animation sociale, page 103).

Des causes plus profondes

S'il ne l'a pas accompagné jusque dans son sursaut de violence, le "médecin" continue pourtant de suivre son patient. L'année suivante, l'état du malade ne s'est pas amélioré, "les inégalités sont toujours aussi criantes" (1972, 3). "Malgré la hausse du revenu national brut, le chômage demeure une véritable plaie à peu près partout dans le monde et le fossé entre riches et pauvres s'élargit toujours" (1972, 2). Les événements exigent un examen plus lucide: le *partage* devient l'une des conditions essentielles de survie humaine sur la terre.

¹² Bernard Favreau, *Prêtres et Laïcs*, octobre 1971, p. 473.

Le diagnostic, ici, s'est enrichi de l'expérience du Chili (1972, 6) et des conflits de travail survenus au cours de l'année (ibid, 8): "*seule la redistribution du pouvoir par une participation efficace pourrait conduire à un meilleur partage des richesses*". "C'est tout le système économique et politique qui est remis en cause" (1972, 8). Nous verrons plus loin si les solutions proposées sont suffisantes.

Enfin, le "médecin" commence à s'impliquer lui-même et à s'inquiéter de savoir s'il n'est pas lui-même porteur de germe: "En avril dernier, l'Épiscopat canadien invitait les communautés chrétiennes à procéder à un examen de conscience collectif" (1972, 14).

Pour résumer le diagnostic porté par la commission épiscopale, on peut dire que l'état de la société canadienne est suffisamment grave pour exiger des changements: changements de mentalité, mais aussi changements de structures politiques et économiques. Il semble, malgré l'une ou l'autre affirmation plus forte (1972, 8), que ces changements soient conçus comme des améliorations apportées au système démocratique actuel. Est-on allé jusqu'aux causes profondes du malaise? Nous dirions que, timidement, on commence à mettre le doigt sur la plaie, dans le dernier message: "Plusieurs Canadiens, cependant contribuent au maintien de structures qui, dans leur état actuel, profitent d'abord aux personnes déjà favorisées et non au plus nécessiteuses. Car selon leur échelle de valeurs, l'individualisme prime sur la coopération; l'égoïsme, sur le partage; l'accumulation des richesses, sur la modération" (1972, 9). "*On respecte toujours le "système". Et tant pis si les citoyens en souffrent!*" (ibid, 10). Cette dernière prise de conscience du malaise nous amène à extraire du diagnostic les valeurs qu'il cherche à défen-

LES VALEURS RECHERCHÉES

"L'Église nourrit une haute aspiration: celle d'instaurer l'unité dans la charité. Cette mission est au cœur même du Message évangélique: les hommes l'entendront-ils? Là pourtant se trouve la véritable espérance pour un monde meilleur" (1968, 11). Cette utopie chrétienne, comment peut-elle se vivre aujourd'hui? Quelles sont les valeurs qu'elle

(suite à la page 99)

FEUILLET-PARTICIPATION

Ce feuillet central voudrait être un instrument de travail pour nos lecteurs, ainsi qu'un moyen d'échanger avec la Revue vos points de vue, vos réactions, vos expériences sur les sujets traités. La Revue espère ainsi demeurer le plus près possible des préoccupations de ses lecteurs. Ne vous gênez pas pour détacher cette feuille et nous la retourner griffonnée de vos réflexions, si spontanées soient-elles. Nous aurions ainsi une chronique de nos lecteurs.

Merci.

Retournez à: Prêtres et Laïcs,
1201 rue Visitation,
Montréal 133

Nom:

Adresse:

.....

Cadre d'analyse

1. Quelles sont les forces en présence dans notre société? (Qui est contre qui?)
2. Quels sont les intérêts en cause? (Pourquoi qui est contre qui?)
3. Mécanismes de domination utilisés? (Mécanismes utilisés par qui pour écraser qui?)

Le socialisme et nous

1. Le socialisme, qu'est-ce que c'est pour vous?

2. Est-il souhaitable ici?

3. Le socialisme est-il compatible avec la foi chrétienne?

implique et dans lesquelles nous pouvons dès maintenant la reconnaître? Quelles sont les valeurs que nous sommes prêts à défendre à tout prix au nom de notre foi?

La pauvreté n'en est pas une, puisqu'il faut lui livrer la guerre (1968, 10). Il s'agit de bâtir une société plus humaine, basée sur le sens des responsabilités et la participation aux décisions (1969, 2). A cet égard, les "nouveaux pouvoirs" véhiculent des valeurs humaines, sociales et chrétiennes qui en font de précieux agents pour le développement intégral de tout homme et de tout l'homme (1969, 10). Même la "contestation" et le "contre-pouvoir" sont considérés comme des valeurs; on y voit la concrétisation de cette "faim et soif de justice" dont fait mention l'Évangile (1969, 12). "En effet, quand ils rappellent que les exigences de la vie l'emportent sur les lois et les systèmes périmés; quand ils se refusent de voir les impératifs économiques prendre le pas sur les exigences humaines et sociales; quand ils crient sur tous les toits que les besoins des gens doivent passer avant la puissance de l'argent, comment douter que leur action soit marquée au coin du meilleur humanisme et s'inspire du meilleur esprit évangélique?" (1969, 13).

À travers toutes ces revendications, il est une valeur pour laquelle les hommes de tous les temps ont accepté de mourir, c'est celle de la liberté: "Sur tous les continents et dans la plupart des pays, des voix angoissées réclament à grands cris la libération des esclavages modernes qui ont nom:..." (1970, 1). Comme l'homme est obligé de vivre en société pour survivre, la liberté doit s'associer trois autres piliers pour construire une société vraiment humaine: la vérité, la justice et l'amour (1970, 3). A cet égard, les structures sociales n'ont qu'une valeur relative, bien que nécessaire; elles n'ont de valeur que dans la mesure où elles favorisent les droits humains fondamentaux (1970, 7).

Les privilèges ne sont pas par eux-mêmes des valeurs; il faut parfois s'en faire dépouiller de force, car "il est trop évident que l'homme est ainsi fait qu'il lui est bien difficile de s'arracher de lui-même à ses privilèges" (1970, 14). L'autorité est un service, et les richesses sont à l'usage de tous les hommes (ib). S'il en est ainsi, il est inévitable que la violence intervienne: peut-elle être considérée comme une valeur?

Nous entrons, avec elle, dans l'ambiguïté profonde des situations humaines. Qui dit combat pour la justice, dit nécessairement violence, laquelle peut d'ailleurs être de différente nature. "On sait, dit le mes-

sage de 1970, que les remous sociaux sont souvent le prélude d'un progrès" (1970, 2). La violence serait de cette nature, un mal parfois nécessaire.

Le dernier message récapitule bien les valeurs dont l'Eglise se fait le promoteur: "Le Canada a besoin de nouveaux critères de prospérité qui accordent la priorité à l'épanouissement humain, à la coopération et au sens communautaire. Dans la recherche d'une nouvelle approche sociale, les chrétiens ne peuvent rester à l'écart. Les valeurs dont nous vivons nous y incitent. En nous retirant, nous manquons gravement à notre devoir social" (1972, 11b). Quelle est cette nouvelle approche sociale? Les messages proposent-ils des solutions aux problèmes politiques et économiques? Vont-ils assez loin? C'est ce que nous tenterons maintenant de dégager.

LES SOLUTIONS PROPOSÉES

Dans l'ordre des solutions, les messages proposent-ils des moyens ou des structures précises au plan économique et politique? Si les valeurs recherchées ne sont pas défendues et suffisamment respectées dans les structures actuelles, est-ce que la commission épiscopale prévoit des améliorations possibles?

Se basant sur l'affirmation des économistes, les évêques reconnaissent que "pour la première fois dans l'histoire, le bien-être pourrait être mis à la portée de tous" (1968, 5). Pour y parvenir, il font allusion à un moyen qui, dans le passé, a obtenu certains résultats: "Dans le passé, les travailleurs canadiens, grâce surtout à leurs mouvements organisés, ont déployé des efforts courageux pour relever les opprimés et les victimes de l'injustice chez nous" (1968, 8). Ils évoquent sans doute les luttes syndicales qu'ils encouragent à continuer: "Qu'ils ne cèdent pas à la tentation de se replier sur leur propre confort; il y a encore trop de besoins et d'espoirs qui ne sont pas satisfaits" (ibid).

Ce qui est proposé, c'est une table commune où "travailleurs, pauvres, employeurs, organismes sociaux et pouvoirs publics devraient se joindre pour élaborer une stratégie commune et solidaire dans la guerre à la pauvreté" (ibid).

Pour que cette table commune puisse avoir des interlocuteurs valables, il faut que les travailleurs et les pauvres possèdent un certain

pouvoir; ils commencent à l'acquérir, ce qui apparaît comme un "signe des temps". Mais signe de quoi? "Cette émergence des nouveaux pouvoirs dans la société moderne marque un réel progrès dans le développement de la société démocratique" (1969, 2). C'est dire que la démocratie peut connaître des progrès, dans le sens d'une plus grande participation aux décisions dans lesquelles les citoyens sont concernés. Démocratie de participation, démocratie sociale: tel semble être l'idéal proposé (1969, 7). Seule une attitude de participation active et continue peut assurer aux forces montantes une influence proportionnée à leur nombre et susceptible de provoquer des changements significatifs. "Il s'agit en somme de doubler la démocratie traditionnelle d'une *démocratie sociale* qui contribuera à faire de la démocratie libérale une démocratie concrète"¹³.

Le message s'adresse donc aux pouvoirs publics auxquels incombe une importante responsabilité, "celle de mettre en place, et le plus tôt possible, des mécanismes sociaux qui assureront un partage plus équitable des richesses entre les citoyens et une plus saine redistribution du pouvoir au sein de la population" (1970, 14). L'Eglise se doit, au nom de sa foi en l'homme de faire confiance à ceux qui détiennent le pouvoir et de procéder par mode de persuasion. C'est aux hommes à trouver quels mécanismes sociaux pourront assurer ce partage plus équitable et plus équilibré.

Mais comme le diagnostic révélait la présence et la nécessité de nouvelles forces dans la société, on encourage la formation de groupes populaires par l'animation sociale, groupes de contestation et groupes de participation. Il semble, cependant, que dans le dernier message, celui de 1972, l'accent soit déplacé, de la contestation organisée vers la concertation: "C'est l'assentiment général qui donne réalisme et force aux structures sociales. Aussi, c'est *ensemble* que nous devons travailler" (1972, 15).

Nous pouvons nous demander quelle différence il y a entre ce message et le slogan du Parti libéral du Canada: "Ensemble"? Ensemble avec ceux qui maintiennent une société et une économie qui, non seulement tolèrent la pauvreté, mais la créent, l'entretiennent et l'aggravent (1972, 10)! N'y a-t-il pas là une contradiction interne à l'intérieur du message, un refus d'aller jusqu'au bout de l'analyse, une inconséquence entre le diagnostic et les remèdes?

¹³ Louis O'Neill, *Prêtre et Laïcs*, décembre 1970, p. 574.

Une autre affirmation vient atténuer les résultats de l'analyse précédente: "Il n'existe pas de raccourci facile pour changer les structures socio-économiques; chaque citoyen doit d'abord changer ses comportements, sa mentalité" (1972, 15). Sans doute, si nous étions tous des honnêtes gens, la société serait meilleure. Le langage précédent était plus réaliste.

CONCLUSION

Nous concluerons en tenant compte des cinq interventions. Une pensée peut évoluer, elle peut avoir ses moments de lucidité comme ses moments d'hésitation. Si on les prend dans leur ensemble, les messages réclament des changements urgents et profonds: c'est tout le système qu'il faut changer, structures et mentalités. Ils restent ouverts à toutes les solutions: du simple réformisme à la révolution, du néo-capitalisme au socialisme. Aucune porte n'est fermée au nom de la foi et des valeurs humaines qu'elle défend. Il serait faux de dire qu'ils se retranchent dans la neutralité: il est une option fondamentale à laquelle ils sont restés fidèles depuis cinq ans, c'est le regroupement des travailleurs et des assistés sociaux en vue d'une "participation réelle à l'élaboration des décisions" (1972, 8).

Dossiers encore disponibles sur les Messages de la fête du travail

- Les nouveaux pouvoirs (1969)
- L'action libératrice (1970)
- La violence des forts et celle des faibles (1971)

Prix: 0.75 chacun,
\$2.00 pour les trois.

L'animation sociale

Jocelyne VALOIS,
Equipe de recherche, I.C.E.A.

Nous sommes partis d'une description de la situation (y compris l'historique de l'animation sociale, avec Michel Thiénot du Laboratoire d'Intervention Sociale Collective de l'Université de Montréal) pour arriver à une évaluation de nos actions (à laquelle ont participé Micheline Laperrière du Carrefour d'Education Populaire de Pointe St-Charles et André Thouin du Centre Communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve), évaluation susceptible de guider la définition de projets.

Le présent texte est une tentative de synthèse de la description et de l'évaluation de la situation à l'aide du "Guide d'évaluation" qui a orienté notre démarche. Nous verrons ainsi ce sur quoi nous avons mis l'accent, de même que les lacunes de notre analyse.

Il est à noter que le groupe du C.P.M.O.¹ est particulièrement varié quant aux formes d'intervention et probablement aussi quant aux objectifs. Mais il y a tout de même deux constantes qu'il importe de souligner:

- la majorité, sinon la totalité ne sont pas issus des milieux où ils interviennent (travaillent) actuellement.
- le travail se situe dans un contexte d'"engagement chrétien" (de prêtre ou de religieuse pour la plupart).

¹ Le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier donne, cette année, des cours à temps partiel à une vingtaine de prêtres, religieuses et laïcs, en plus du stage à temps plein. Le texte est le résultat de l'évaluation de leurs engagements.

A — LES OBJECTIFS

Les objectifs viennent majoritairement de *motivations personnelles*. Et dans le cas du groupe du C.P.M.O., il est sous-entendu que ces motivations sont déterminées par une volonté d'engagement chrétien.

Or, dans ce contexte, il importe de se demander comment cet engagement chrétien vient déterminer et même pré-déterminer des objectifs et des modes d'intervention, ce type d'analyse devant être idéalement confronté à l'analyse du milieu.

L'analyse du milieu

En vue de définir une intervention, on parle souvent de la nécessité de partir des "besoins" des gens. Or, il faut tenir compte aussi de *l'aliénation* qui détermine ces besoins. Parmi l'ensemble des besoins qu'une population exprime, il y a ceux déterminés par la publicité, les mass-média, l'école,... etc., et ceux qui correspondent vraiment à leur situation et surtout à leurs intérêts. Or c'est ici que doit intervenir une analyse du milieu pour arriver à décortiquer les besoins réels des besoins imposés, et à déterminer des objectifs qui correspondent aux intérêts réels de la population concernée. (Rappelons-nous les interventions de Micheline et d'André, dans ce sens).

L'analyse du milieu est aussi à rattacher à la solution de différents problèmes:

- La mise sur pied de services qui ne correspondent pas nécessairement à la population que l'on désire rejoindre.
- La présentation de solutions toutes faites avant de considérer le précédent problème.
- Le manque d'intérêt de la population: est-il réel ou plutôt conséquent au fait qu'on n'a pas su l'éveiller?
- La "méfiance" et le "défaitisme" des gens: s'est-on demandé d'où ces caractéristiques viennent (par rapport à une situation de domination dont il n'y a rien à attendre)?

Les projets

Certaines visées, qui ont été définies durant la session comme des objectifs (aider les gens à se prendre en charge, leur donner les *moyens* de le faire, ... etc.), sont en fait porteuses de conséquences en termes autant d'intégration de la population, que de changement social. Ainsi, on peut amener les gens à "mieux fonctionner", mais cela ne dit pas s'il s'agit de mieux fonctionner dans une société inchangée, ou au contraire de viser des transformations sociales considérées comme préalables à tout fonctionnement répondant aux besoins réels d'une population. Refuser d'admettre la nécessité d'un choix à ce niveau est en fait favoriser l'intégration des gens.

(Exemple: la mise sur pied d'une coopérative peut autant empêcher la population de prendre conscience de son exploitation que l'amener à définir un projet de transformation sociale).

Dans ce sens, les objectifs sont toujours présents dans la définition d'un projet, même s'ils ne sont qu'implicites.

Ce qui précède pose le problème de la participation des gens dans la définition de ces objectifs, et du danger de les "charrier" en fonction de ses propres objectifs d'"animateurs". Or:

- On "charrie" encore plus les gens quand les objectifs ne sont pas explicites et donc NON-CONFRONTÉS avec ceux de la population concernée. (De nouveau, il importe de se rappeler les interventions de Micheline et André, à ce niveau).
- Ce danger existe surtout quand les objectifs des animateurs sont déterminés de façon subjective et non à la lumière d'une analyse de la situation, et quand ces objectifs sont statiques, c'est-à-dire non soumis à une évaluation constante.

Le passage à l'action

Il semble y avoir une contradiction entre l'analyse et l'action: quand un groupe de réflexion se met sur pied, il devient impuissant à passer à l'action. D'autre part, les groupes les plus actifs (on devrait

même dire "activistes") sont souvent réfractaires à toute forme de réflexion. Or, la réflexion ne précède pas l'action, ces deux aspects devant toujours être présents de façon complémentaire.

La mobilisation est en effet presque impossible quand les animateurs suscitent uniquement la réflexion, se disant que d'elle-même, elle va entraîner des projets d'action. L'expérience a au contraire montré que c'est l'impuissance qui en ressort le plus souvent. De même que pour la présentation claire des objectifs, le projet d'action doit faire partie d'une activité d'animation. Et de même que pour les objectifs, il doit être soumis à une confrontation avec la population concernée.

Les projets de services

Mettre sur pied des services pose le problème des liens entre les projets concrets et les objectifs visés. Ainsi, il faut se demander s'il y a nécessairement une contradiction entre une tendance vers des projets de services et une autre vers des projets de transformation (tant au niveau des mentalités que des structures sociales). En d'autres termes: un service est-il "neutre", est-il indépendant d'un projet social (de statu quo ou de changement?)

Les projets de services sont une forme de mobilisation qui permet de partir du vécu des gens, de leurs problèmes quotidiens. Mais pour déboucher sur quoi? Très souvent, on se limite aux questions économiques soulevées par la bonne marche de ces services, se disant que l'on viendra plus tard aux problèmes d'ordre politique. Mais qu'est-ce qui assure qu'on y viendra?

L'ensemble de ce qui précède nous amène à nous poser la question de savoir jusqu'où nous sommes prêts à aller:

- Si nous "conscientisons" les gens, sommes-nous prêts à en assumer les conséquences?
- Quand nous refusons de poser notre intervention en terme politique (au sens large) est-ce vraiment parce que "les gens ne sont pas prêts" ou parce que nous, nous ne sommes pas prêts?

Car le fait de poser un geste sur une question ayant des implications politiques (au sens de revendications ou d'opposition) est politique même si on n'en a pas l'intention.

B — LA STRATÉGIE

C'est à ce niveau que les deux journées d'information et de réflexion ont révélé le plus de lacunes. En conséquence, les principales questions qui suivent ne sont que des jalons susceptibles de guider une réflexion ultérieure.

Les étapes

Nos interventions ne sont-elles pas de l'ordre d'un "éternel recommencement"? Une fois qu'on s'est fixé un objectif, n'a-t-on pas l'impression de poursuivre une utopie et d'en être toujours au même point?

Souvent, quand il s'agit de mettre un service sur pied, on se dit que l'éducation et l'engagement viendront par la suite. Or c'est oublier que travailler par étapes implique que l'on ait une vision d'ensemble dynamique de toutes ces étapes. En d'autres termes, il s'agit de monter un même escalier, marche par marche, et de ne pas toujours en être à la première marche d'escaliers différents. Cette nécessité pose le problème de la *continuité* et rejette l'action strictement spontanéiste et en conséquence dispersée.

L'évaluation

C'est l'évaluation des expériences passées en liaison avec l'analyse du milieu qui doit permettre la définition des étapes permettant d'atteindre un objectif. Et cette évaluation ne se fait pas strictement selon des "principes" théoriques mais selon les modes d'insertion d'une action dans le concret, dans le vécu. Très souvent, on réussit une intervention, ou encore plus souvent, on échoue, sans même se demander les raisons de ce succès ou de cet échec. Et l'on recommence "à l'infini" le même type d'intervention sans tenir compte de l'expérience passée.

L'évaluation doit, dans ce contexte, permettre de se demander si un même type d'intervention est susceptible de réussir dans tout milieu. Par exemple, il y a des différences fondamentales entre des travailleurs dont les conditions permettent une première prise de conscience spontanée, et un sous-prolétariat dont la seule et unique préoccupation est

de survivre au jour le jour. L'expérience révèle que le potentiel de conscientisation de ces différents groupes n'est pas comparable et ne peut donc pas être développé selon les mêmes modes. Dans ce sens, le postulat voulant que "plus on est exploité, plus on se révolte", a été plusieurs fois démenti par les faits.

Les liens avec d'autres groupes de citoyens

Dans les quartiers populaires l'un des principaux problèmes que rencontre l'animation sociale est le morcellement et même l'opposition des groupes "organisés" de citoyens. Et très souvent, des tentatives de regroupements larges ont échoué.

Or, il faut souligner que ces regroupements se faisaient sur une base organisationnelle, i.e. en créant un *Comité* sur lequel se retrouvaient des membres-délégués de différents groupes. Face à cette forme de regroupement, il faut plutôt considérer la nécessité d'une analyse tenant compte des différentes formes de mobilisation², analyse devant s'insérer à l'intérieur de la pratique de chaque groupe. Les liens intergroupes se vivent alors directement dans la pratique et les collaborations occasionnelles sur des actions (luttons) précises surviennent comme une conséquence logique de la démarche de chacun des groupes concernés.

Et quand il s'agit de déterminer avec quels groupes il est prioritaire de collaborer, la question des objectifs, des orientations fondamentales, vient au premier plan: un projet de changement radical n'étant certes pas de même nature qu'un projet visant explicitement ou *implicitement* le statu quo ou même la réforme.

Le lien entre les moyens et la stratégie

Puisqu'il importe de concrétiser des objectifs dans des étapes et donc de déterminer la cohérence de ces dernières, il apparaît primordial d'assurer le lien entre les moyens que l'on propose et cette stratégie. Il

² Dans les quartiers, dans les syndicats,... etc.

peut en effet arriver que les moyens utilisés viennent trahir les objectifs visés.

Sans oublier que les moyens disponibles déterminent la stratégie, *mais aussi inversement*. Par exemple, nous avons vu avec Micheline, que la définition d'une stratégie peut accroître la créativité au niveau des moyens.

C — LES MOYENS

Etre constamment préoccupé par la recherche de moyens matériels, peut empêcher d'autres types de réflexion et d'action sur les objectifs et la stratégie qui devraient s'ensuivre. Dans ce sens, les moyens (mettre matériellement sur pied un service, une coopérative par exemple) deviennent eux-mêmes des objectifs.

C'est par rapport à ce dernier danger que certains moyens mis à la disposition des milieux populaires (P.J., P.I.L. et éventuellement C.L.S.C.)³ risquent de devenir des buts à atteindre (obtenir un "projet") et de mettre au second plan la définition d'objectifs fondamentaux. Dans ce sens, ces "moyens" sont des sources d'"intégration" des plus efficaces, étouffant le mécontentement spontané des milieux populaires.

Si l'on étend le raisonnement aux CLSC, on doit conclure que les services (moyens) que le gouvernement met à la disposition de la population sont porteurs d'objectifs implicites qu'il importe de déceler.

1^{er} décembre 1972

³ P.J. = Perspective-Jeunesse; P.I.L. = Projet d'Initiative Locale; C.L.S.C. = Centre local de services communautaires.

De la pauvreté à la justice

René BOUDREAU
J.O.C., Québec

Les lignes qui vont suivre n'ont pour but que de poser les jalons d'une situation dont nous sommes tous responsables en tant que chrétiens, et dont il faut absolument prendre conscience si on veut porter une action valable en vue de la réalisation du message évangélique dans les milieux populaires, ceux qu'on appelle "défavorisés".

Pour beaucoup de monde encore, celui qu'on définit comme "pauvre", ou "marginal", ou "exclu social", c'est celui qui demande toujours, celui qui est paresseux, sans travail, celui qui est sale, crotté, sans initiative.

Une secrétaire dans un bureau de Québec me disait dernièrement:

"Les pauvres le sont parce qu'ils le veulent bien, les enfants ne veulent pas s'instruire, ils ne font pas d'efforts, ils gaspillent leur argent; le millionnaire a droit à son argent, son million, et le riche a le droit d'être riche, sinon, l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités ne seraient pas récompensés."

Je lui répondis:

"Donc, il faut des riches, et il faut des pauvres?"

Elle me répondit que oui, et que le pauvre pouvait très bien s'organiser pour être heureux dans sa pauvreté, le bonheur n'étant pas relié à l'argent...

J'essayais de remettre en cause les principes mêmes qui font ces disproportions de revenus, comme le fait que la fortune des uns, si vaillants soient-ils, se construit inévitablement en profitant du travail de plusieurs autres qui n'en retirent qu'un salaire, et souvent quel salaire et quelles conditions de travail... On n'a qu'à visiter ou travailler à des endroits comme Diana Inc., Québec Poultry, Ville-Marie Rembourrage, et même derrière les belles façades du Château Frontenac ou d'ailleurs.

Il faut voir qu'une conception de ce genre relève effectivement d'une idéologie peu évoluée en terme de responsabilité sociale et d'une praxis moralement douteuse pour ceux qui vivent dans ces milieux mêmes.

On la rencontre le plus souvent chez ceux qui ne veulent pas voir la réalité vécue des gens qui subissent une série d'injustices sociales de tous calibres, mais tellement raffinées et habillées politiquement de "respect du peuple et de la démocratie, des libertés fondamentales, de la libre entreprise, de l'initiative personnelle et de la propriété privée".

On la rencontre chez ceux qui définissent la démocratie en fonction de leurs intérêts propres, du maintien d'un statu quo favorisant leurs privilèges, ou tout simplement pour plusieurs de l'entretien de leur naïveté socio-politique.

Je crois qu'il n'y a qu'une chose à répondre à cette secrétaire et à son groupe, c'est que le jour où ces "pauvres" en auront assez du mépris qu'on leur porte, si subtil soit-il, ils ne seront pas capables de comprendre ce qui arrivera.

Qui sont ces "pauvres" en réalité?

Ce sont ceux qui ont peu reçu à bien des niveaux:

a) au plan affectif:

- c'est celui qui a été privé d'affection dès son enfance,
- c'est celui qui au travail est rarement apprécié pour ce qu'il fait, mais plutôt pour le rendement qu'il donne, pour ce qu'il rapporte en terme d'argent,
- c'est celui qui éprouve constamment le sentiment d'être écrasé et de n'être pas égal aux autres.

b) au plan matériel:

- c'est celui qui n'a même pas le nécessaire dans la maison et qui doit constamment faire face à l'imprévu, ou se jeter dans la gueule des compagnies de finance,

- c'est celui qui doit faire du travail supplémentaire pour arriver à boucler les deux bouts, ou se vendre aux agences de placement privées comme Manpower Service ou Office Overload qui donnent le salaire minimum aux travailleurs (\$1.65) et touchent \$3.00 ou \$4.00 de l'heure,
- ce sont les jeunes travailleurs venant du Saguenay, du Bas du fleuve ou de la Beauce, non spécialisés, qui font le tour des usines de "cheap labour" de Québec; parce qu'il leur faut vivre; il leur faut accepter des jobs écœurantes, dans des conditions inimaginables. (Je pourrais décrire mes conditions de travail chez Diana Inc.).

c) *au plan social:*

- c'est celui qui ne se sent pas citoyen à part entière comme les autres, qui est sans pouvoir, qui ne comprend rien du système qui le maintient dans sa situation parce qu'il est trop gros et trop compliqué,
- c'est celui qui n'ose pas revendiquer ses droits,
- c'est celui qui n'est pas reconnu pour ce qu'il est vraiment, mais catalogué dans une classe à part par les spécialistes des sciences sociales, les fonctionnaires engagés ou en chômage, ou les révolutionnaires à la conscience exotique,
- c'est celui qui perd sa dignité et son goût de création en ne travaillant pas, et qui ne peut le faire parce qu'il n'y a pas d'ouvrage, ou parce que les jobs offertes sont dégueulasses (venez au Comité d'Entraide des chômeurs voir les jobs) ou parce qu'il a peur de perdre son allocation déjà insuffisante,
- c'est celui qui est isolé sur le marché du travail, dans les services sociaux, dans les loisirs, dans les églises, etc.

d) *au plan intellectuel:*

- c'est celui qui dès son enfance n'a pas su réaliser ce qu'il voulait à cause de son contexte de vie,

— c'est celui qui faute d'instruction est obligé d'accepter un travail qu'il n'aime pas, des conditions dures, la peur de perdre sa place,

— c'est celui qui a été obligé d'abandonner ses études pour subvenir au besoin de la famille et peut-être ainsi limiter toute sa vie.

Le "pauvre" aujourd'hui n'a plus seulement le visage isolé, dépouillé et roué de coups, à demi-mort sur le chemin de Jéricho; la pauvreté est collective. On n'a qu'à se référer à tous les rapports du comité sénatorial sur la pauvreté, aux données de Statistique-Canada sur le chômage, aux messages des évêques canadiens, ou de se promener simplement dans St-Roch ou St-Sauveur à Québec.

L'Eglise et le combat des pauvres

Spontanément alors, des chrétiens se demandent si vraiment l'Eglise est une Eglise pauvre, détachée, qui vit l'Evangile avec les ouvriers, les "ignorants", les sans fortune, les "robineux", les "gauchistes", et cela au delà des déclarations de principes.

La pauvreté devrait être une caractéristique essentielle de l'Eglise, tout simplement parce que celle-ci est dans le Christ. En ce sens, ça pose beaucoup question de regarder vivre les "gens d'Eglise", les "structures d'Eglise"... Essayons de trouver une seule église à Québec où il n'y a pas d'affiches de BINGO, elles sont rares; on n'est pas loin de la trahison de nos sources...

Or le salut a jailli de la pauvreté de Jésus de Nazareth, la transmission du salut devrait se faire à travers et par la pauvreté de l'Eglise.

Et pourtant, l'histoire nous a montré que là où l'Eglise s'est enrichie et installée, là est disparue la vie évangélique.

L'Eglise elle-même doit favoriser, sinon être humblement à la tête du combat collectif contre la misère, et il s'agit de lutte pour une justice sociale, non plus d'aumône personnelle ou institutionnalisée.

Ce qui compte pour la satisfaction des besoins de base ce n'est pas la distribution de l'excès de l'avoir ou d'une partie minime de la "plus-value" gagnée à même le travail des autres, mais c'est la meilleure répartition des possibilités d'accès aux biens, d'exercice de la créativité et des talents des "gens ordinaires".

Le respect de l'homme exige strictement une fonction de justice et d'amour qui consiste à permettre à tous d'accéder à un optimum vital de satisfactions matérielles et spirituelles.

Le combat n'est plus au niveau de la redistribution des biens, mais au niveau de l'accès même aux moyens de progrès, du savoir, des techniques, des capitaux, (savoir, avoir, pouvoir).

Le chrétien favorisé en ce sens doit participer au combat, c'est son temps, son savoir, ce sont ses relations humaines et économiques (forme moderne des biens) qu'il doit mettre à la disposition des autres, c'est sa façon même d'acquérir ses biens qu'il doit remettre en question, et s'il ne le fait pas, c'est peut-être les "pauvres organisés" qui l'y forceront.

Nos temps ont un besoin urgent de la pratique de la charité et de la pauvreté authentique, nous vivons si peu le Christ pauvre que le "pauvre" ne peut le reconnaître en nous.

Avant de vouloir transmettre au "pauvre" le message du Christ, osons voir si nous le rendons irrecevable comme individu, groupe ou structure, parce que nous n'en vivons pas, parce qu'on est trop loin de ce qui se vit, parce qu'on ne peut pas ou ne veut pas voir ce qui se passe, les intérêts en jeu...

ou c'est tout simplement parce qu'on sert deux maîtres...

Québec, le 22 décembre 1972

Pour une liberté libérée

Guy PAIEMENT

Le texte qui suit reproduit une communication présentée au colloque du 27 janvier 1973 à l'université de Montréal. Organisé par la faculté de théologie, le colloque avait pour thème: "AVENIR DES COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES EN MILIEU URBAIN".

Je voudrais commencer mon intervention en soulignant l'*ambiguïté* du titre même du colloque. Celui-ci met, en effet, l'importance sur l'*avenir des communautés chrétiennes*. Le milieu urbain intervient en second lieu, comme ce qui influencera cet avenir dans un certain sens. Je crois nécessaire, pour ma part, d'intervertir les termes et de parler d'abord de l'*avenir du milieu urbain*, des communautés chrétiennes ensuite. En agissant ainsi, on donne clairement la priorité à l'avenir de la société urbaine et les communautés chrétiennes doivent se situer par rapport au service qu'elles apportent à cet avenir. S'il est vrai, en effet, que l'Eglise de Jésus-Christ se définit en fonction de sa mission et de sa mission de service, il faut en tirer les conséquences aux plans de l'évangélisation, de la pastorale, de l'organisation et de l'administration. C'est par rapport à ce critère d'une Eglise locale qui doit se mettre au service de l'avenir vraiment humain d'une ville que je ferai deux observations.

Un avenir prévisible mais peu évangélique

Ma première observation a trait à l'avenir des "communautés" chrétiennes paroissiales. Si l'on situe l'ensemble de ces "communautés" paroissiales par rapport à la société urbaine québécoise, il est facile d'avancer que la structure paroissiale possède encore un avenir devant elle. Je n'apprends rien à personne en disant que nous sommes entrés,

depuis au moins deux ans, dans une nouvelle période de conformisme social et politique. Dans différents domaines, nous assistons au retour, plus ou moins voilé, de la bonne vieille société de la "LOI et de L'ORDRE" (le Law and Order). La population semble essoufflée par la rapidité des changements. Elle ne voit pas encore, ou de façon trop confuse, les nouveaux objectifs souhaitables. Elle a peur de cette *anomie* sociale, cette absence de normes, qui prévaut à l'école, au travail, dans la famille. D'où le besoin de s'agripper à des points de repères clairs, indiscutables.

Ce contexte général d'*assouplissement* de l'esprit critique et de la liberté n'est pas neutre. Il permet de parler de l'avenir des "communautés" paroissiales d'une façon assez déterminée. Je crois, en effet, qu'une certaine population chrétienne va continuer de privilégier les structures paroissiales traditionnelles dans le but de retrouver des points de références traditionnels. Comme, d'autre part, les problèmes économiques liés à l'entretien des bâtiments deviennent aigus dans une forte proportion des paroisses, les responsables diocésains et paroissiaux vont continuer d'investir beaucoup d'énergie pour que cette population s'intéresse activement à ce *rôle d'entretien*. En même temps, la pratique généralisée des bingos, plus ou moins secrètement patronnés par les paroisses, encouragent les personnes à chercher des solutions économiques dans le *hasard et le jeu*.

La conjugaison de ces trois forces donnent alors à la paroisse une fonction ambiguë. En plus de la fonction explicitement religieuse, dont on parle spontanément, la paroisse exerce aussi une fonction *latente*, cachée, qui consiste à *renforcer le conformisme social et économique actuel*. Même si des technocrates pensent regrouper les paroisses en super-paroisses, même si l'on remplace le curé-homme-à-tout-faire d'antan par un groupe de personnes, — le conseil de pastorale, — les réalités économiques déjà en place continueront d'orienter la population chrétienne dans le même sens. Les gens continueront de se référer à la structure paroissiale par besoin de sécurité, de se préoccuper plus ou moins du problème financier paroissial et de s'évader, par le jeu, dans un monde économique artificiel.

Ce qui me paraît encore plus grave, c'est que si l'on retranche le temps et les énergies que les responsables englobent dans les questions d'ordre financier, d'animation liturgique ou de réorganisation administrative, il ne reste plus de temps ni de gens pour s'occuper des

questions majeures de l'expérience de la foi et de sa pertinence sociale ou encore de la constitution de communautés chrétiennes réelles, à taille humaine. Il serait même ici éclairant de mettre en parallèle la tendance à régler les problèmes actuels de la paroisse de façon technocratique et la même tendance qui a été privilégiée dans la réforme scolaire, — avec le résultat que l'on sait. Dans les deux cas, ce qui est en cause n'est pas l'approche technocratique comme telle, mais son oubli d'intégrer la *réalité concrète des communautés*, qui continuent alors de résister de toute la force de leur inertie.

A cause de toutes ces connivences de la population chrétienne actuelle avec le conservatisme social, à cause de l'absence de référence à une communauté d'appartenance réelle, à cause de l'indifférence aux différents changements administratifs, les assemblées chrétiennes paroissiales ont donc un avenir certain, — celui précisément de renforcer et de légitimer l'ordre social actuel, l'inconscience économique et l'émiettement des solidarités fondamentales. Mais le coût en sera élevé. En plus de toutes les personnes qui continueront de se retirer sur la pointe des pieds, il faut bien voir que de telles "communautés" perdront de plus en plus de crédibilité proprement *évangélique*, en ce sens qu'elles n'auront guère de BONNE NOUVELLE à proposer à la société québécoise. La Bonne Nouvelle suppose toujours qu'il y a du NOUVEAU, du Nouveau qui puisse être vécu, expérimenté et qui soit BON aussi pour les gens, c'est-à-dire qui soit libérant et grandissant.

Un autre avenir, à la fois possible et fragile

Par rapport à cet avenir bouché, un autre avenir est possible. Il est encore fragile, hésitant, difficile à remarquer, mais il me paraît porteur de promesses, non seulement pour les chrétiens, mais pour toute la société urbaine qui est la nôtre. Je vois poindre cet avenir, en premier lieu, dans ce grand courant de renouveau catéchétique qui a eu le mérite, depuis dix ans, de débloquer des questions. On n'apprend pas à des jeunes, pendant des années, à partir de leur expérience, à la prendre vraiment au sérieux, puis à chercher l'éclairage évangélique, sans mettre en branle des perspectives et des expériences nouvelles. Même si l'on voit mieux, aujourd'hui, les limites de cette "catéchèse du sens" et la nécessité de nouvelles perspectives, plus embrayées sur la praxis quotidienne, il est facile de prévoir un écart grandissant par

rapport aux structures existantes et aux priorités pastorales qui en découlent. Ces jeunes se sentiront peu enclins à retourner à une paroisse anonyme ou à s'endetter pour des monuments. Ils rejoindront, de mille et une façons, le nombre grossissant de ces émigrés de l'intérieur, qui cherchent ailleurs la nourriture dont ils ont besoin.

Je vois également poindre cet avenir dans le jaillissement récent des groupes nouveaux, expériences des plus diversifiées qui aboutissent à des groupes spécialisés, des comités de citoyens, des communes, des communautés de base. Si je m'en tiens aux groupes chrétiens, les aspects suivants me paraissent particulièrement importants.

- 1 — Tout d'abord, l'*initiative* que prennent les gens de se regrouper selon les affinités, ou le lieu de travail, ou la recherche des mêmes objectifs. C'est ici le tissu quotidien de la vie urbaine qui, d'une façon lente mais sûre, se refait.
- 2 — En même temps que ce tissu se recrée, la *fraternité* devient à nouveau viable et expérimentale. Unis les uns aux autres, les gens découvrent les dimensions proprement communautaires de leur espérance chrétienne et une telle expérience remet en question les façons individualistes de vivre et de penser.
- 3 — La reprise de la parole et de l'initiative dans la liturgie, le langage de la foi, la critique des conventions sociales débloquent, tôt ou tard, des énergies inemployées. Au lieu de demeurer des *discoureurs*, des gens qui parlent de leur réalité quotidienne, de plus en plus de gens apprennent à redevenir des *acteurs*. L'expérience de l'*auto-gestion*, qui est ainsi faite à un niveau restreint, remet en cause des façons de vivre ensemble, de comprendre le pouvoir, d'établir des priorités. Même si nous n'en sommes encore qu'au tout début, ces formes diverses d'auto-gestion, qui sont vécues à l'intérieur des groupes, rejoignent d'autres expériences du même genre et annoncent un changement d'attitude par rapport à la société et au pouvoir. Des conditions se mettent ainsi peu à peu en place, qui rendront possibles, un jour, l'irruption de nouvelles questions et l'apparition d'une nouvelle critique sociale.
- 4 — Depuis un an et demi, le besoin qu'ont les groupes nouveaux de se retrouver, de temps à autre, pour confronter leurs expériences, me paraît annoncer une autre façon de vivre la com-

munion chrétienne, qui devient alors indissociable de l'effort pour la créer.

- 5 — Enfin, des instruments récents, comme un Bulletin de liaison des groupes, un film d'animation communautaire, la location commune de maisons, l'expérience de Maisons ouvertes, sortes de carrefours d'échanges, traduisent autant d'essais, encore bien timides, d'un nouveau mode de présence des chrétiens à la société, — une présence souple, fonctionnelle, provisoire.

A travers tous ces essais, l'avenir qui me paraît poindre est celui de la possibilité d'une *liberté libérée*. Que ce soit les jeunes chrétiens qui montent ou les gens des groupes nouveaux, l'expérience qui est privilégiée devient celle d'une liberté qui se retrouve. Il est désormais possible d'apprendre à se libérer. Il est possible de le faire ensemble. Remplacez cette double affirmation dans l'ensemble de notre société urbaine et vous y verrez une promesse qu'il faut prendre au sérieux.

Personne ne devient libre pour lui tout seul. Il nous faut travailler, comme chrétiens québécois, dans les années qui viennent, à démystifier avec d'autres les structures économiques, sociales, politiques et religieuses qui secrètent le conformisme et la peur. Libérés, il nous faut donner le goût de la liberté et de la libération. Avouons que nous sommes loin du compte. Aussi bien devons-nous travailler tant au niveau des structures que des modèles culturels, — ces façons de penser toutes faites qui filtrent spontanément l'évangile. Il ne suffit pas, en effet, de parler de la liberté et de ses obstacles. Il faut aussi *créer les conditions* pour que la liberté soit libérée. L'auto-gestion vécue en commun me paraît l'une de ces conditions. Mais il y en a d'autres.

Chose certaine, le problème n'est plus de vouloir perdre son temps à opposer les paroisses et les communautés de base ni même à les rendre complémentaires. Le vrai problème, si l'on s'intéresse vraiment à un avenir *libéré* de notre société urbaine, c'est de choisir entre des priorités d'entretien ou de développement des structures existantes ou bien des priorités qui visent à donner à notre société, à travers des expériences d'auto-gestion communautaire et de critique des façons de penser, le goût de la liberté et d'une *liberté libérée*, selon les promesses même du Christ.

362 est. boul. Saint-Joseph,
Montréal 151.

Syndicalisme, coopératisme et socialisme

Pierre JAUVIN

Pour situer le combat ouvrier au Québec, il faut étudier l'ensemble des luttes de la classe ouvrière québécoise et du monde. Que ce soit le syndicalisme, la coopération ou la lutte politique des travailleurs, ce ne sont que des facettes différentes d'un même combat. Soulignons que la lutte pour la justice et la libération des travailleurs est au centre du socialisme.

Le socialisme

On peut considérer le socialisme comme une action pour la libération économique et politique des travailleurs et comme une réaction aux injustices et à la misère des paysans et des ouvriers.

Il faut distinguer deux socialismes: (1) le socialisme utopique et (2) le socialisme scientifique. Le socialisme utopique fait appel à la raison, à l'esprit de justice et à la compréhension, tandis que le socialisme scientifique s'appuie sur l'évolution économique et sur les lois qui régissent le système libéral.

Le socialisme utopique a donné naissance au syndicalisme défensif et à l'organisation coopérative de la production des biens et des services. Le socialisme scientifique, par contre, prône la lutte politique des travailleurs par la création de partis ouvriers luttant pour la transformation globale de l'économie par la prise du pouvoir politique.

Les utopistes et le coopératisme

Les utopistes ont soutenu longtemps que par la syndicalisation et la création de coopératives, on pouvait transformer le système capitaliste en système économique fonctionnant pour les travailleurs. Mais, malheureusement, attaquer l'entreprise privée sur son propre terrain, c'est être perdant au départ si l'on veut transformer les rapports de

production capitaliste en rapport de production collectif et social sur le plan d'une société comme le Québec. L'histoire nous montre, en effet, qu'aucun pays au monde ne s'est débarrassé du capitalisme en combattant sur le plan économique seulement. Seule une lutte politique a donné la possibilité aux travailleurs de s'emparer de l'État et d'y instaurer une économie socialiste.

Soulignons qu'il est essentiel d'avoir des syndicats ouvriers et des coopératives organisées par des travailleurs car ce sont des mouvements voués, dans la majorité des cas, à la défense de la classe ouvrière à court terme et même à moyen terme. De plus, la menée de ces luttes donne une connaissance du système capitaliste et prépare aux durs combats à venir dans le domaine politique.

Donc, le syndicalisme et la coopération sont les premières manifestations du socialisme, c'est-à-dire le "socialisme défensif": le socialisme scientifique sera le "socialisme offensif".

Les scientifiques et le pouvoir politique

Le socialisme scientifique est considéré comme faisant partie de l'évolution historique de la société. Il développe la conscience de classe en donnant à la classe ouvrière des moyens de luttes offensives par l'observation des faits et par la recherche des lois qui régissent ces faits; il apprend aux ouvriers à se servir des contradictions de la société capitaliste pour la combattre et développe la solidarité de classe par des "*luttes offensives*" afin de libérer les travailleurs du chômage, des fermetures d'usines, de l'insécurité économique, etc.

Le socialisme scientifique permet la transformation en profondeur et le remplacement de la "*société capitaliste*" par la "*société socialiste*". Or pour transformer en profondeur le régime de l'entreprise privée, il faut que les travailleurs fassent une lutte politique en se dotant d'un parti ouvrier. Également, pour collectiviser les instruments de production (l'entreprise privée) il faut le *contrôle total* par la *classe ouvrière du gouvernement* et des *entreprises* de production et de service.

Conclusion

Soulignons en terminant que les buts du syndicalisme, des coopératives et du parti ouvrier sont les mêmes: *la justice de la répartition des richesses* de la société à l'ensemble de la collectivité qui est la classe

ouvrière. Seul un combat politique, donc, peut libérer réellement et totalement les travailleurs et leur permettre d'accéder à la *société socialiste*.

Le combat pour la justice, c'est une *lutte populaire* regroupant les syndicats ouvriers, les autres mouvements ouvriers et les coopératives dans un but commun: *la prise de pouvoir politique de la classe ouvrière*. Un parti ouvrier doit avoir un grand rôle d'informateur et d'éducateur auprès des masses ouvrières afin qu'elles puissent s'organiser solidement et *instaurer leur pouvoir*, c'est-à-dire le *pouvoir ouvrier*.

Pour réfléchir sur les événements ouvriers

Je veux m'abonner à la revue **Prêtres et Laïcs**

pour un an: \$5.00 (10 numéros)

pour deux ans: \$9.00

Nom:

Adresse:

.....

C'est bientôt qu'on va se brancher

Claude LEFEBVRE
directeur du C.P.M.O.

Le titre est ambigu. Le lecteur qui suit de près l'évolution du Centre de pastorale en milieu ouvrier aura peut-être fait le joint avec l'objectif formulé et poursuivi depuis plusieurs mois: *brancher le Centre sur l'Eglise en milieu ouvrier.*

La dernière Chronique du Centre (Prêtres et Laïcs, avril 1972) de même que l'assemblée de septembre qui regroupait une cinquantaine de chrétiens intéressés à la vie du C.P.M.O., ont traité principalement de cet objectif. Puis, il y eut un silence qui fit croire à l'un ou l'autre que "tout cela avait viré en queue de poisson". Les développements des prochains mois témoignent, je pense, de la vivacité du poisson, de sa détermination de remonter le courant. Et cela, avant le 1er avril!

L'assemblée du 17 septembre 1972

Après discussion de la proposition qui lui était présentée, d'ériger le C.P.M.O. en corporation à but non-lucratif, l'assemblée du dimanche 17 septembre a proposé la constitution d'un conseil provisoire. Ce conseil a reçu pour tâche de rédiger la demande d'incorporation légale et de préparer et convoquer l'assemblée de fondation. La plupart des personnes proposées comme membres de ce conseil se trouvaient sur les lieux. D'autres, par ailleurs, devaient être approchées et le seront effectivement avant la fin de janvier. Pour le moment, il faut donc considérer la liste qui suit comme une liste de "propositions".

Claude Lefebvre, *directeur actuel*,
Marie-Paule Lebrun, *St-Henri*
Raymond Guay, *Québec*
Jules Théorêt, *Lachute*
Jacques Archibald, *Québec*
Fabien Lebœuf, *Ottawa*
Jacques Grand'Maison
Une personne du monde syndical

Yves Côté, *Institut de pastorale*
Lise Bolduc
Un délégué du M.T.C.
Un stagiaire à temps plein 72-73
Un délégué de la J.O.C.
Un responsable du temps partiel
Michel Blondin

Enfin, le directeur est autorisé à ajouter d'autres noms si, après examen, la représentation de certains secteurs s'avère déficiente.

Rappel de la proposition

Mettre le Centre entre les mains
de ceux pour lesquels il existe

Pour que le C.P.M.O. devienne l'affaire d'une collectivité;
pour qu'il soit sous la responsabilité de ceux pour lesquels il existe;
pour que le Centre soit branché sur l'Eglise en milieu ouvrier: il est proposé à tous ceux qui se reconnaissent directement concernés d'ériger le C.P.M.O. en corporation à but non-lucratif.

Hypothèse de travail:

- Pourrait devenir membre, tout chrétien qui se reconnaît responsable de la mission de l'Eglise en milieu ouvrier.
- Chaque membre aurait à déboursier une part sociale (qui lui serait remise au moment de son retrait). La somme ainsi constituée doterait le Centre d'un petit fonds de roulement qui lui serait fort utile.
- Il reviendrait à l'assemblée générale d'élire un Conseil d'administration pour une période de 2 ou 3 ans.
- Ce Conseil présiderait à l'évaluation des stages et activités du Centre ainsi qu'à son orientation en fonction des besoins. A cette fin il convoquerait les membres en assemblée générale deux fois par année. C'est lui enfin qui engagerait le directeur du Centre, le remercierait au besoin, et comblerait la vacance.
- Pour assurer un lien organique avec l'Institut de Pastorale des Dominicains, le directeur de cet Institut ou son délégué pourrait être membre de droit du Conseil.

Recensions

Détruire le système actuel? C'est à y penser. Par le Conseil du Patronat du Québec, Publication Les Affaires Inc., 635 est Henri-Bourassa, Montréal 357.

Devant les récentes critiques des centrales syndicales, il était prévisible que le Conseil réponde par un **Manifeste**. Il invite à la réflexion ceux qui seraient tentés de vouloir changer le système d'entreprise privée au Québec. Sur un ton qui se veut serein, c'est évidemment un plaidoyer pro domo. Ce plaidoyer, cependant, comporte des failles d'importance majeure, sinon des omissions volontaires, que nous voudrions souligner.

L'argument de base est affirmé dans l'introduction: "Outre qu'elle soit un incomparable engin de progrès matériel, l'économie d'entreprise privée démontre qu'elle peut véritablement assurer la sauvegarde des valeurs humaines, dont la liberté personnelle si chère à tous." Et les auteurs de l'illustrer ainsi: "Dans un tel régime, le nôtre, la liberté individuelle s'exprime de mille et une façon: **liberté** de choisir sa forme d'activité économique, de s'y épanouir, d'y exceller; **liberté** de décider de ses propres besoins; **liberté** de choisir ses études, son milieu de travail, etc...". Nous nous permettons de mettre en doute une telle affirmation, devant la réalité vécue par le monde ouvrier.

Il y a pour le moins un manque d'analyse socio-économique à soutenir que le régime d'entreprise privée "a réussi à mobiliser les puissants dynamismes de la liberté personnelle et de la solidarité sociale", et que c'est grâce à cela qu'il "a pu atteindre les résultats remarquables qui sont à l'actif de la société québécoise". La solidarité sociale est, au contraire, ce qui fait le plus défaut actuellement au Québec, faute de projets communs qui soient bien à nous. L'entreprise privée joue à l'encontre de la solidarité sociale.

Le **Manifeste** comporte deux parties. Dans la première, on démontre que l'entreprise privée a mis le Québec au quatrième rang de tous les pays du monde pour le standard de vie moyen de sa population. A qui profite ce régime? C'est se rizer du monde que d'affirmer, à la page 19; "Le régime d'entreprise privée a été, au Québec, depuis cent ans, un incomparable agent de diffusion de la propriété des moyens de production comme de la propriété des biens de consommation durables". Même si je détiens des titres dans une société nationale ou multi-nationale, selon les lois du capitalisme je ne participe aucunement à la propriété des moyens de production.

L'entreprise québécoise a sans doute évolué vers un néo-capitalisme sous les interventions de l'Etat et les pressions du syndicalisme; on ne peut plus se le représenter comme il existait au siècle dernier. Mais, le patronat en est bien conscient, ce régime n'est pas parfait en tout point, c'est pourquoi dans une seconde partie on tente de faire son auto-critique et de déterminer les principaux objectifs sociaux des entreprises privées. Cette section apparaît plus positive et plus honnête. Les défis que l'on se

proposent de taille: "problème de participation des travailleurs aux objectifs de l'entreprise, problème d'intégration de l'entreprise au milieu social dans lequel elle évolue, problème des changements technologiques". Le patronat propose une concentration tripartite avec le syndicalisme et l'Etat. Pour notre part, nous sommes prêts à donner encore sa chance aux entreprises privées, à condition qu'elles consentent à être solidaires du peuple qui lutte pour sa libération.



F.-X. DROLET INC.

Atelier de mécanique et fonderie
Spécialité: ascenseurs

QUÉBEC, 245, rue Du Pont

MONTRÉAL, 2111, boul. Henri-Bourassa est

Tél.: 522-5262

Tél.: 389-2258

SYLVA BERGERON, *Prés.-fondateur*

Institut de Culture Personnelle du Québec Inc.

Cours: Initiation Relations Humaines
(Personnalité)

Bureau: 242 rue Lafayette, Ville de Laval

Tél.: 669-5357

BUREAU CHEF — HEAD OFFICE: 625, LAFONTAINE — RIVIERE DU LOUP



MONTREAL — QUEBEC — ST JEAN PORT JOLI — ST PACAL — RIVIERE-DU-LOUP
EDMUNSTON — ST. JOHN — MONCTON, N.B.

B
E
R
N
A
R
D
I
N

MAURICE BERNARDIN
JEAN-LOUIS BERNARDIN
PIERRE BERNARDIN
RAYMOND BERNARDIN
RENÉ COUILLARD
JACQUES THÉRIAULT
CLAUDE AUDREN



I
N
S
U
R
A
N
C
E

FRÈRES INC. ASSURANCES •

8000 ST. DENIS MONTREAL 327 — TEL.: 384-9200

LE SALON DE BEAUTÉ POUR L'AUTO



G. LEBEAU Ltée

5940, rue Papineau
Montréal, Tél.: 273-8861

400 St-Vallier, Est
Québec, Tél.: 522-6816

1690, boul. Labelle
Chomedey, Tél.: 688-2751

6270, Upper Lachine
Montréal, Tél.: 489-8221

405 ouest, Curé Poirier
Jacques-Cartier, Tél.: 677-9136

Toits — Housses — Nettoyage intérieur — Rembourrage — Vitres

Laboratoire DU-VAR Inc.

Manufacturier de cosmétiques et de parfumerie

NOUVELLE ADRESSE

1004 PORT-ROYAL EST

MONTREAL 358

Tél.: 388-8602

DÉCOUVREZ
LE NOUVEAU

DUPUIS



LE RÊVE GRANDIOSE DEVIENT RÉALITÉ

AS-TU DEUX MINUTES?

le nouveau
QUÉBEC-PRESSE



QUÉBEC-PRESSE

La socialisation de la vie humaine
constitue l'un des "signes des temps"
les plus clairs où nous pouvons discerner
l'appel et l'action du Christ comme
Seigneur et Libérateur de l'histoire.



Evêques du Chili
D.C., 19 sept. 1971